

Avec Les **enfants**
et Les **jeunes,**
ensemble
pour l'**éducation!**
> les francas

5

PROJET FÉDÉRAL 2020-2025

10

15

20

Table des matières

5	
	I. UNE AMBITION POLITIQUE, UNE EXIGENCE POUR L'ÉDUCATIONp. 7
10	DEPUIS 75 ANS, UNE ACTION FONDÉE SUR UNE AMBITION, ANCRÉE DANS DES VALEURS ET EN PRISE AVEC LES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉp. 7
	Affirmer les valeurs qui fondent l'action des Francasp. 8
15	Se projeter dans une perspective globale de sociétép. 9
	<ul style="list-style-type: none">• Pour une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits humainsp. 10• Pour une société où l'économie est au service de l'humain.....p. 11• Pour une société agissante pour la préservation d'une planète vivable.....p. 12• Pour une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous et toutes p. 13• Pour une société fraternelle ouverte à la diversité.....p. 14• Pour une société éducatrice mobilisée pour l'éducation de tous et toutesp. 15
20	
25	CONTRIBUER À L'ÉMANCIPATION DES ENFANTS ET DES ADOLESCENT.ES PAR L'ACTION ÉDUCATIVEp. 16
	Porter attention aux enfants, aux adolescent.es et aux jeunesp. 16
30	Identifier les enjeux d'éducationp. 16
	S'engager pour un écosystème d'éducation respectueux de chaque enfant et adolescent.e et transformateur de leurs conditions de vie, d'éducation et d'action ..p. 17
35	Pour une analyse continue des influences subies par les enfants et les adolescent.es
	Pour une politique publique de l'éducation
	Pour des projets locaux d'éducation structurant des actions éducatives et des interventions publiques au plan local
	Pour une diversité d'espaces éducatifs répondant aux besoins éducatifs sociaux et culturels
40	Pour un centre de loisirs éducatif, pivot du temps libre des enfants et des adolescent.es
	Pour une multiplicité d'acteurs et actrices éducatifs
	Pour une contribution affirmée et soutenue de l'éducation populaire

II. DES ORIENTATIONS POUR L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE.....p. 22

ACCUEILLIR TOUS LES ENFANTS, LES ADOLESCENT.ES ET LES JEUNES SUR LEURS TERRITOIRES.....p. 23

- 5 Priorités pour l'action éducative locale :p. 24
- Construire avec les décideurs et les acteurs et actrices de l'éducation une approche globale de l'enfance
 - Faire de la Convention internationale des droits de l'enfant un cadre de référence pour tous les projets éducatifs et toutes les politiques publiques
- 10
- Mieux appréhender, avec les enfants et les adolescent.es, leurs conditions de vie, d'éducation et d'action et les besoins éducatifs, sociaux et culturels qui en découlent
 - Étendre les projets locaux d'éducation de la petite enfance à la jeunesse
- 15
- Développer des espaces d'expression des enfants et des adolescent.es et ouvrir des espaces de dialogue entre eux et les décideurs, les acteurs de l'éducation, les citoyen.nes.

PARTAGER LES ENJEUX ÉDUCATIFS ACTUELS.....p. 25

- 20 Priorités pour l'action éducative locale :p. 26
- Faire vivre les valeurs (liberté, égalité, fraternité) et les principes (démocratique, indivisible, laïque et sociale) de la République dans l'action éducative locale.
 - Favoriser, à chaque échelle de territoire, le partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre
- 25
- Diversifier, dans les espaces éducatifs, les situations données à vivre aux enfants et aux adolescent.es, les pratiques éducatives, les démarches pédagogiques et les formes d'apprentissage
 - Inscrire de manière transversale dans les projets locaux d'éducation les enjeux du développement durable et du numérique.

FAIRE ÉVOLUER LES CADRES ÉDUCATIFSp. 27

- 30 Priorités pour l'action éducative locale :p. 28
- Élaborer, mettre en œuvre, évaluer des démarches de projets locaux d'éducation
 - Diversifier les formes d'accueil et les espaces éducatifs pendant les temps de loisirs, dans ou hors les murs, matériels ou immatériels, avec ou sans nuitées
- 35
- Développer les alliances et les coopérations entre espaces et acteurs éducatifs, entre politiques publiques, entre pouvoirs publics et associations à l'échelle territoriale
 - Déployer des propositions éducatives faisant le lien entre temps scolaire et temps de loisirs et entre espaces de loisirs éducatifs, sportifs et culturels
- 40
- Articuler les politiques éducatives communales et les politiques éducatives intercommunales avec les politiques publiques départementales, régionales et nationales.

ENCOURAGER L'ENGAGEMENT ET MOBILISER LES CITOYEN.NES, LES PARENTS, LES ACTEURS LOCAUX DANS L'ACTION ÉDUCATIVE.....p. 29

- 45 Priorités pour l'action éducative locale.....p. 31
- Développer des espaces de débat et de participation démocratiques sur les questions d'enfance et d'éducation
- 50
- Associer les parents à l'action éducative et aux projets des espaces éducatifs
 - Créer les conditions de l'engagement des jeunes et agir pour sa reconnaissance et sa valorisation
 - Investir dans la formation des acteurs socioéducatifs professionnels et les formations partagées pluriacteurs.
- 55
- Soutenir et développer la formation des bénévoles

III. UNE STRATÉGIE FÉDÉRALE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJETp. 32

QU'EST-CE QUE LA STRATÉGIE FÉDÉRALE 2020-2025 DES FRANCAS ?..... p. 32

5 **AXE 1 : RENFORCER LES CAPACITÉS D'INFLUENCE DES FRANCAS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE SUR LES PROJETS ÉDUCATIFS ET SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES**..... p. 33

10 Objectif 1.1 : Animer du débat et de l'action politiques, éducatifs et pédagogiques à chaque échelle de territoire

Objectif 1.2 : Agir dans des alliances pour créer les conditions de la mise en œuvre de projets associatifs laïques d'éducation populaire

15 Objectif 1.3 : Accompagner des laboratoires d'innovation éducative et pédagogique locaux en mobilisant des acteurs et des actrices pour expérimenter, éprouver et conceptualiser, et la fédération pour capitaliser, produire et diffuser

20 Objectif 1.4 : Développer des formations d'influences des acteurs de l'éducation et des décideurs

Objectif 1.5 : Agir avec les sociétés civiles organisées en Europe et dans le monde pour l'enfance et l'éducation

25 **AXE 2 : ÊTRE ET FAIRE MOUVEMENT À CHAQUE ÉCHELLE DE TERRITOIRE**..... p. 39

Objectif 2.1 : Ranimer la réflexion, le débat et l'action politiques, éducatifs et pédagogiques au sein du Mouvement

30 Objectif 2.2 : Qualifier des militant.es, bénévoles et permanent.es, de l'enfance et de l'éducation

Objectif 2.3 : Proposer une plus grande diversité d'espaces d'engagement

Objectif 2.4 : Développer les moyens d'entraînement du mouvement Francas

35 **Axe 3 : Être et faire fédération avec le local**..... p. 43

Objectif 3.1 : Consolider notre action avec les pouvoirs publics à chaque échelle de territoire

40 Objectif 3.2 : Développer, avec nos adhérents collectifs et nos partenaires, des ingénieries et des actions labellisées

Objectif 3.3 : Renforcer la dimension européenne et internationale, et la dimension interculturelle, des projets éducatifs des adhérents collectifs et des projets pédagogiques des espaces éducatifs

45 Objectif 3.4 : Connecter la fédération et ses membres à l'échelle départementale et nationale

Objectif 3.5 : Développer, coordonner des « pôles d'expertise et de services fédéraux »

AXE 4 : Produire des activités diversifiées, viables et rentables pour la Fédération et le Mouvement..... p. 48

5 Objectif 4.1 : Promouvoir ensemble nos activités auprès des financeurs publics ou privés

 Objectif 4.2 : Sécuriser pour développer les activités de production

10 **AXE 5 : Piloter ensemble la stratégie fédérale**..... p. 50

 Objectif 5.1 : Engager un chantier de renforcement de la vie associative des associations départementales, premiers niveaux d'animation de la stratégie fédérale

15 Objectif 5.2 : Renforcer la gouvernance fédérale

 Objectif 5.3 : Déployer la stratégie fédérale de communication

20 Objectif 5.4 : Investir dans les usages numériques de l'ensemble fédéral Francas

5 Le projet dont les Francas se dotent pour 2020-2025 est constitué de trois parties complémentaires intrinsèquement liées, qui forment un tout cohérent pour l'action de tous les niveaux et pour tous les acteurs de l'organisation dans les cinq ans à venir.

10 I. UNE AMBITION POLITIQUE, UNE EXIGENCE POUR L'ÉDUCATION

15 Dans cette partie, les Francas définissent la perspective de société dans laquelle ils souhaitent s'inscrire, appuyée sur des valeurs et des principes, et leur ambition générale qui est de contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescent.es par l'éducation et l'action éducative.

20 II. DES ORIENTATIONS POUR L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE

25 Les Francas proposent ensuite quatre orientations pour l'action éducative locale :

- Accueillir tous les enfants, les adolescent.es et les jeunes sur leurs territoires
- Partager les enjeux éducatifs actuels
- Faire évoluer les cadres éducatifs
- Encourager l'engagement et mobiliser les citoyen.nes, les parents, les acteurs locaux dans l'action éducative.

Ces quatre orientations sont ensuite déclinées en dix-neuf priorités.

30 Ces priorités s'adressent à l'ensemble des décideurs publics et de la société civile, aux acteurs éducatifs locaux, aux citoyen.nes et aux militant.es de l'enfance et de l'éducation qui peuvent s'en emparer pour contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescent.es par l'éducation et l'action éducative.

35

III. UNE STRATÉGIE FÉDÉRALE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

40 La stratégie fédérale structure l'action des trois niveaux de l'ensemble fédéral - associations départementales, unions régionales et fédération nationale - vers le local. Elle porte, d'une part, sur les postures et principes politiques, économiques et organisationnels à adopter et à faire vivre collectivement pour « être et faire Mouvement » et « être et faire fédération » à l'interne et dans l'environnement. D'autre part, elle détaille les initiatives politiques, éducatives et pédagogiques que les Francas vont prendre dans les cinq années à venir.

45

5

I. UNE AMBITION POLITIQUE, UNE EXIGENCE POUR L'ÉDUCATION

10

15 **DEPUIS 75 ANS, UNE ACTION FONDÉE SUR UNE AMBITION, ANCRÉE DANS DES VALEURS ET EN PRISE AVEC LES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ**

20 La finalité de l'action des Francas est la personne humaine, son bonheur, son
épanouissement et son émancipation. Leur motif premier de revendication et de mobilisation
est de rendre l'humain et le citoyen le plus libre et le plus responsable possible dans la
société la plus fraternelle et démocratique possible. C'est pourquoi les Francas s'attachent à
favoriser dès l'enfance le développement de la personne, dans sa dimension individuelle et
25 dans sa dimension sociale.

L'objet associatif des Francas, leur champ d'intervention privilégié, est l'éducation et
l'action éducative pendant et à partir du temps libre des enfants et des adolescent.es.
Mouvement d'éducation populaire, les Francas fondent leur action sur des valeurs, véritables
30 repères de sens pour agir dans la société et sur tous les temps éducatifs.

Conformément à la conception qu'ils ont du vivre et de l'agir ensemble, les Francas ont
choisi de contribuer à l'action éducative à partir des espaces collectifs d'accueil et
d'animation des enfants et des adolescent.es et de la mise en œuvre de projets locaux
35 d'éducation. Considérant par ailleurs que l'éducation est l'affaire de tous et toutes, ils
s'attachent à mobiliser des acteurs concernés dans leur diversité et la société civile dans son
ensemble, aux côtés des pouvoirs publics, pour construire des politiques éducatives en
France, en Europe et dans le monde, à la hauteur des enjeux de société.

40 Pour les Francas, agir en direction de l'enfance et participer à l'éducation par l'action
éducative impose d'exprimer au préalable l'idée qu'ils se font de l'humain, de ses relations
aux autres et à ses environnements.

Affirmer les valeurs qui fondent l'action des Francas

Dès leur création en 1944, les Francas ont affirmé leurs valeurs fondamentales : santé, union, franchise, camaraderie, république, France, paix. Au fil des années, la référence à des valeurs a été confirmée, mais la manière de les exprimer a évolué. Aujourd'hui, ces valeurs forment un socle et se conjuguent :

- **L'humanisme** : confiants dans l'humain et engagés pour son émancipation, les Francas s'attachent à favoriser, dès l'enfance, le développement de la personne, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension sociale et citoyenne. Considérer le primat de l'humain, c'est reconnaître la personne en tant qu'individu singulier mais aussi en tant qu'être social et politique. Cela vaut pour toutes les personnes, sans distinction aucune.
- **La liberté** : dans l'absolu, c'est la possibilité pour l'individu d'agir sans contrainte. En réalité, la liberté est toujours relative. Elle est limitée par l'égalité qui suppose que chacun.e respecte la liberté des autres. L'autonomie – la capacité de l'individu à se déterminer lui-même et à gérer les liens avec ses environnements¹ – est une condition nécessaire à l'exercice de sa liberté, des libertés individuelles et collectives. Elle est une conquête progressive qu'il faut permettre et accompagner dès l'enfance.
- **L'égalité** : pour qu'il y ait communauté humaine, tous les individus doivent être égaux en droits et en dignité. La Déclaration universelle des droits de l'Homme et du Citoyen garantit cette égalité en droits. Dans l'idéal républicain, tous les individus, au-delà des citoyen.nes, ont les mêmes droits, les mêmes possibilités de les exercer et d'assumer leurs obligations. Dans les faits, tous n'ont cependant pas aujourd'hui ces possibilités. La diversité des goûts, des intérêts, des capacités est une réalité. C'est aussi une chance. Reste que la justice sociale consiste au moins à garantir à chacun.e, quels que soient son âge, son sexe, ses potentialités, son origine ou sa situation sociale, son droit à la dignité et à vivre dignement.
- **La solidarité** : la solidarité découle de la fraternité et du principe d'équité. Elle s'exprime par l'échange, l'entraide, le partage des richesses comme des connaissances. Elle se base sur la réciprocité et la reconnaissance mutuelle des droits.
- **La laïcité** : principe politique et juridique de la République française, la laïcité est aussi une valeur des Francas liée au respect mutuel et à la liberté de conscience. La laïcité invite à comprendre l'autre : son histoire, sa culture, ses convictions existentielles. Garante du vivre-ensemble, elle implique de lutter contre toute atteinte à l'intégrité et à la dignité des personnes, contre toute idéologie contraire aux droits humains et aux droits des enfants.
- **La paix** : la paix se définit comme une situation de non-guerre et de concorde civile et sociale. Rechercher la paix, c'est d'abord repérer les désaccords, les analyser, pour tenter de les réduire et de dépasser le plus tôt possible les problèmes qui peuvent être sources de tensions. C'est ensuite apprendre à gérer pacifiquement les conflits qui peuvent se déclarer.

¹ Voir les travaux du Conseil scientifique des Francas : Patricia Loncle (dir.), *Usages et pratiques de l'autonomie. Décoder pour agir*, L'Harmattan, 2014.

Se projeter dans une perspective globale de société

5 Agir pour les enfants par l'éducation suppose pour les Francas de s'inscrire dans une perspective globale de société. Celle-ci se caractérise par six principes indissociables et déterminants pour permettre un développement durable, tel que défini par l'Organisation des Nations Unies en 2015².

- 10
- **Pour une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits humains**
 - **Pour une société où l'économie est au service de l'humain**
 - **Pour une société agissante pour la préservation d'une planète vivable**
 - **Pour une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous et toutes**
- 15
- **Pour une société fraternelle ouverte à la diversité**
 - **Pour une société éducatrice mobilisée pour l'éducation de tous et toutes.**

² Les 17 objectifs du développement durable définis par l'Organisation des Nations Unies en 2015 mettent en relation les conditions de vie, les conditions d'éducation, les conditions d'action des populations et donc des enfants et des adolescent.es, et renforcent ainsi la nécessité d'avoir une approche transversale de l'éducation.

- **Pour une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits humains**

5 La démocratie est un processus historique, en mouvement, par nature toujours inachevé et fragile. Elle a progressivement permis l'accès aux droits de ceux qui n'en n'avaient pas ou peu. Elle impose une vigilance pour garantir les droits acquis. La multiplication des mesures d'exceptions qui portent atteinte aux libertés³ constitue une menace pour la démocratie.

10 En Europe, on assiste d'une part à une montée de l'extrême droite et des nationalismes, d'autre part à une défiance accrue vis-à-vis des responsables politiques et des institutions qui s'exprime par la forte abstention lors des élections. Les pouvoirs publics ont multiplié des formes de consultation directe ou numérique sans réelle satisfaction des citoyen.nes. Dans le même temps, de nouvelles formes de mouvements sociétaux et sociaux, de réappropriation de l'espace public, de pratiques démocratiques participatives se développent. Les citoyen.nes et en particulier les jeunes, manifestent une aspiration croissante à s'impliquer dans la chose publique, notamment à travers l'engagement au service d'une cause, dans des associations, des collectifs, via les réseaux sociaux ou sous d'autres formes de mobilisation. Alors que la société civile organisée est indispensable à la

15

20

25

démocratie, les pouvoirs publics la contournent de plus en plus. La société civile organisée doit être plus fortement intégrée dans les processus de décisions.

Ces tendances appellent à refonder la démocratie représentative, à inventer une démocratie participative plus effective et permanente, associant les élu.es, la société civile organisée et les citoyen.nes pour redéfinir un projet républicain et démocratique partagé.

Les Francas réaffirment leur attachement à la République, à ses valeurs et à ses principes. Elle doit se donner les moyens de rendre effective sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » pour l'ensemble des citoyen.nes. La laïcité doit être garantie comme un des principes universalistes de la République. Droits humains et droits des enfants sont à la fois des objectifs à atteindre et des principes à respecter, la République laïque et sociale doit en garantir l'accès et l'effectivité. Pour les Francas, la démocratie permet la participation des citoyen.nes à la construction de leur devenir collectif. Elle constitue une conquête là où elle est présente dans le monde et à toutes les échelles de territoire.

30

35

Face à ces enjeux, notre mouvement d'éducation populaire intervient régulièrement dans le débat et dans l'espace publics. Il développe une action éducative laïque en référence aux droits humains et aux droits des enfants et s'attache plus particulièrement à développer une éducation démocratique et une éducation à la démocratie, notamment en incitant et accompagnant des formes de participation des enfants et des adolescent.es.

40

³ Pour ce qui concerne la France, on peut citer récemment l'institutionnalisation de l'État d'urgence, la loi Asile et Immigration, la loi dite « anticasseurs ».

- **Pour une société où l'économie est au service de l'humain**

5 Le développement mondial du capitalisme et la financiarisation de l'économie de marché
contribuent, par leur quête effrénée de croissance et de profits immédiats, à concentrer les
pouvoirs et les richesses, à épuiser les ressources naturelles, à menacer les modèles
sociaux, les systèmes démocratiques et l'environnement. Certains usages des technologies
10 numériques sont venus amplifier cette menace. Par ailleurs, la marchandisation de plus en
plus intensive des services publics et des biens communs, dont l'éducation, se poursuivent
et les éloignent de leur mission d'intérêt général au bénéfice de l'ensemble de la population.

Dans ce contexte, des expérimentations d'économies alternatives sont menées pour
15 produire et consommer autrement, partager les richesses dans une recherche d'équité ou
mutualiser des biens mobiliers ou immobiliers. De nouveaux indicateurs de richesse ont été
inventés, tel l'indice de progrès social, pour mesurer la richesse autrement que par la seule
production. Le numérique ouvre lui aussi de nouvelles perspectives en termes
d'autoproduction, d'outils collaboratifs et de mise en commun.

20 ***Pour les Francas, l'économie doit être résolument déconnectée de la recherche
incessante de profits au bénéfice d'une minorité. Elle doit être réorientée vers un
véritable partage et une redistribution des richesses à toutes les échelles territoriales,
du local au mondial, pour une amélioration des conditions et de la qualité de vie de
l'ensemble des habitant.es, notamment ceux en grande pauvreté, et la préservation de
25 la planète.***

***Face à ces enjeux, notre mouvement d'éducation populaire développe une action
éducative qui promeut la coopération et la solidarité. Il aspire à une réappropriation
des questions économiques par les citoyen.nes – dont les enfants et les
30 adolescent.es. Attachés au développement d'une économie socialisée, les Francas
contribuent à faire émerger d'autres principes économiques et sociaux, y compris en
tant qu'organisation et en tant qu'employeur associatif. Ils réclament une action
publique volontariste, en France et dans le monde, pour que l'éducation ne soit pas
soumise aux lois du marché ou à des logiques lucratives.***

35

Pour une société agissante pour la préservation d'une planète vivable

« Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. (...) Nous devons prendre conscience, aussi bien dans nos vies quotidiennes que dans nos institutions gouvernementales, que la Terre, avec toute la vie qu'elle recèle, est notre seul foyer. » (Appel contre la dégradation de l'environnement signé par 15 364 scientifiques de 184 pays, paru le 13 novembre 2017 dans la revue *Bio Science*). Il y a donc urgence écologique.

Le développement doit satisfaire aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Lors du premier Sommet de la terre à Rio en 1992, 80 chefs d'État se sont mis d'accord sur les constats et sur une nécessaire transformation. En France en 2005, la Charte de l'environnement a été adossée à la Constitution française, au même titre que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Lors de la COP21 qui s'est tenue à Paris en 2015, le premier accord universel pour le climat a été approuvé à l'unanimité par les 196 délégations.

Pourtant, les engagements des États lors des différents sommets et conférences ne sont pas tenus, en raison même de la diversité et de la multiplicité des défis sociétaux à relever, de la puissance des lobbys industriels et de la priorité faite à la quête aveugle du profit. Les dérèglements climatiques et leurs conséquences, l'épuisement des ressources naturelles, la destruction de la biodiversité, les successions de scandales sanitaires, menacent aujourd'hui directement la survie de la planète et des générations futures. Les êtres humains ont à faire face à la raréfaction et à l'épuisement des ressources naturelles mondiales, à la distanciation des liens entre l'humain et la nature, à un nouveau rapport au temps.

L'émergence d'une société prenant en compte l'environnement ne peut se faire sans un changement fondamental des modèles de développement et de croissance, donc des modes de production, de consommation, d'échanges, mais aussi des modes de vie, de pratiques quotidiennes individuelles et collectives et de rapports que les individus ont au monde qui les entoure. Cela suppose également de reconnaître « le vivant » comme un bien inaliénable, de préserver ce capital commun et de le transmettre aux générations futures.

Pour les Francas, les adultes, à titre individuel et collectif, sont responsables des conséquences de leurs choix et de leurs actes vis-à-vis des générations futures. Une de leurs préoccupations permanentes et quotidiennes doit être de chercher à réduire leur propre empreinte écologique et à faire vivre cette attitude aux enfants et aux adolescent.es.

Notre mouvement d'éducation populaire se mobilise pour que ces questions soient mieux inscrites dans le débat public et qu'elles puissent concerner le plus grand nombre. Il développe une action éducative qui les intègre dans toutes les dimensions de sa mise en œuvre. Il permet aux enfants et aux adolescent.es d'appréhender ces enjeux, de les comprendre, de se situer et d'agir en conséquence dans leur vie quotidienne, de manière cohérente et imbriquée.

- **Pour une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous et toutes**

5 Une société inclusive affirme comme principe fondamental l'égalité. C'est une société qui crée les conditions pour que chacun.e construise et y trouve sa place quels que soient son âge, son origine, sa culture, son apparence physique, ses capacités physiques, cognitives, mentales ou sensorielles. Ces conditions peuvent être politiques, sociales, culturelles, matérielles, financières, éducatives.

10 Le modèle social élaboré au sortir de la Seconde Guerre mondiale et fondé sur la volonté de permettre à tous les citoyen.nes de vivre dignement grâce à la mise en place de mécanismes redistributifs est aujourd'hui fortement ébranlé. Au nom de la baisse des déficits publics, des choix sont faits de remise en cause des politiques de solidarité et de fermetures d'établissements de proximité (hôpitaux, maternités, écoles, centres de loisirs). Les
15 mécanismes de redistribution qui perdurent se font davantage dans une logique individualisée d'aide à la personne et sont entravés par les difficultés d'accès des bénéficiaires, notamment par la dématérialisation, qui se traduisent par un non-recours croissant des plus démunis à leurs droits.

20 De plus, les difficultés sociales et économiques sont renforcées par une disparité croissante et une concurrence entre les territoires : densification des territoires urbains, désertification des territoires ruraux, dislocation entre centres-villes et périphéries, entre quartiers d'une même ville. Dès lors, le développement de groupes sociaux qui vivent en parallèle et en vase clos, aussi bien en ce qui concerne les élites que les classes populaires, met à mal les
25 idées mêmes du vivre ensemble et de la solidarité.

Les Francas affirment que la société doit être inclusive, c'est-à-dire qu'elle doit créer les conditions pour que chacun et chacune y construise et y trouve sa place. Les principes d'égalité et de solidarité et les mécanismes qui les déclinent doivent soutenir cette
30 perspective. De même, les progrès sociaux, scientifiques et technologiques doivent être mis au service de la société dans son ensemble et être des leviers favorisant l'inclusion de tous et la préservation de l'environnement. Cela implique que la société s'empare des sciences et des technologies, contribue à les faire progresser et en définisse les usages et les limites.

35 ***Pour les Francas, tout progrès doit permettre l'amélioration des conditions de vie de tous les humains. Pour cela, ils sont déterminés à agir pour un progrès au service d'une société plus émancipatrice, plus équitable et plus solidaire.***

40 ***Face à ces enjeux, notre mouvement d'éducation populaire promeut et développe une action éducative qui garantit l'accueil inconditionnel de tous les enfants et adolescent.es sur leur territoire de vie et dans les espaces éducatifs, sociaux et culturels. Il agit pour une éducation à la solidarité et au développement réciproque. Il porte une attention aux plus fragiles, que leur situation de vulnérabilité ou les obstacles rencontrés soient physiques, mentaux, économiques, sociaux, géographiques ou culturels.***
45

- **Pour une société fraternelle⁴ ouverte à la diversité**

5 Depuis plusieurs années, l'accroissement des inégalités sociales et spatiales, les
incertitudes quant à l'avenir, l'individualisation des aspirations et le brouillage des repères
collectifs amènent au repli sur soi, au rejet de l'autre, à la stigmatisation et à l'exclusion, à
l'affaiblissement de la solidarité tant au plan territorial que national, européen ou mondial.
10 Les discriminations, au sens de la loi du 27 mai 2008, se développent, les ségrégations
sociales et spatiales s'amplifient et sont devenues un risque majeur qui menace la cohésion
sociale. Dans le même temps, on constate des replis identitaires et des revendications de
reconnaissance et de prise en compte plus pressantes de certains groupes, tout aussi
préjudiciables au vivre ensemble.

15 La circulation des personnes comme la diversification des pays d'émigration ont renforcé la
diversité culturelle des sociétés en Europe. L'accroissement des migrations internationales
dans un contexte de crise économique et sociale structurelle a bouleversé les capacités de
la société, en France et plus largement en Europe, à accueillir l'autre en dignité de façon
apaisée et respectueuse des droits humains. Les droits des mineurs réfugiés ne sont pas
20 assurés, en violation de la Convention internationale des droits de l'enfant. Les actes de
fraternité à l'égard des réfugiés sont aujourd'hui régulièrement poursuivis devant la justice.
Les questions du respect des droits et de l'intégration sociale restent d'actualité et le modèle
républicain doit se réemparer de ces capacités.

25 Ce qui rapproche les humains est plus important que ce qui les différencie, et les altérités
constituent des vecteurs d'ouverture culturelle et de richesses. Il importe donc de promouvoir
la connaissance et le respect mutuel des cultures, d'animer le dialogue interculturel, de
renforcer la lutte contre les discriminations en tous genres. Il est par ailleurs nécessaire de
préserver la diversité culturelle car elle est le patrimoine de l'humanité.

30 ***Pour les Francas, il convient de faire vivre comme principe et en pratiques la laïcité.
Cela implique d'une part de garantir la liberté des appartenances et le respect de la
diversité, d'autre part de privilégier la recherche du bien commun et de l'universel. La
laïcité invite à comprendre l'autre, à prendre en compte les autres dans leurs
singularités. Elle engage également au respect mutuel. Il importe par ailleurs de faire
35 confiance aux individus et à leur capacité à puiser dans leurs spécificités les
références communes et universelles qui unissent la communauté humaine, qui
fondent la fraternité. L'éducation doit créer les conditions de cette confiance et lutter
contre les stéréotypes, les discriminations, les postures et les propos stigmatisants et
les replis identitaires.***

40 ***Face à ces enjeux, notre mouvement d'éducation populaire considère essentiel de
permettre aux enfants et aux adolescents de comprendre et de décrypter la richesse
et la complexité des relations humaines, de déconstruire les stéréotypes et les
préjugés. Il développe une action éducative favorisant l'apprentissage de la vie et de
45 l'action collectives, le dialogue interculturel et une éducation à l'égalité entre les filles
et les garçons, entre les femmes et les hommes. Il promeut le collectif et la
coopération comme vecteurs de fraternité face aux replis et aux individualismes.***

⁴ « Qui a lieu entre personnes unies comme frères et sœurs », dictionnaire Larousse.

- **Pour une société éducatrice mobilisée pour l'éducation de tous et toutes**

5 Les Francas retiennent la définition de l'éducation proposée par Roger Gal et Gaston Mialaret : « *L'éducation est l'ensemble des influences d'origines et de natures diverses, qui s'exercent volontairement ou non sur l'individu et que l'individu exerce sur son environnement et qui, en se conjuguant, contribuent à la création et au développement de sa personne* ».

10 L'éducation a un caractère global et permanent parce qu'elle est de tous les instants de la vie, parce qu'elle implique la personne humaine dans toutes ses dimensions et qu'elle résulte de l'ensemble des influences reçues par chacun.e. L'éducation, au sens du processus et du résultat de ce processus, participe à la construction de l'unicité et de la singularité de la personne. Elle concerne à la fois la dimension individuelle et la dimension sociale et citoyenne de la personne. Elle permet de se découvrir en construisant ses
15 rapports aux autres, de faire l'apprentissage du monde humain.

Les Francas distinguent l'éducation de l'action éducative, qui en est la partie volontaire et maîtrisable.

20 Le droit à l'éducation pour tous et toutes, tout au long de la vie est garanti par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par la Convention internationale des droits de l'enfant. Pourtant, dans le monde comme en France, des enfants et des adolescent.es n'ont pas accès à l'école ou aux espaces éducatifs de loisirs et d'autres sortent prématurément du système scolaire. Les pouvoirs publics doivent garantir aux enfants et aux adolescent.es,
25 quels que soient leur sexe, leur identité de genre, leurs besoins particuliers, leurs origines, leurs situations juridiques, leurs lieux de résidence, une égalité de droits et d'accès aux droits à l'action éducative dans les temps scolaires, périscolaires et de vacances.

30 Les actions éducatives du champ public relèvent de choix de société. Elles participent à la mise en vie d'un ensemble de valeurs et de perspectives de société. Elles sont donc un commun qui ne peut relever du seul ressort d'experts. Elles supposent une mobilisation collective et un large débat public avec les citoyen.nes.

35 Les acteurs éducatifs, les parents, les responsables publics et associatifs et les citoyen.nes doivent collectivement analyser le contexte dans lequel ils et elles agissent, et notamment prendre en compte trois faits majeurs : la complexité du monde ; les incertitudes sur l'avenir ; l'évolution permanente des connaissances et des moyens d'y avoir accès, qui modifient le rapport aux savoirs, le rapport aux autres et le rapport au monde.

40 Ils doivent débattre des priorités éducatives à mettre en œuvre dans ce contexte pour que les enfants et les adolescent.es apprennent à vivre au XXI^{ème} siècle, s'y situant et étant en capacité d'y agir. C'est *in fine* la façon dont le rapport à la démocratie se construit dès l'enfance qui doit être réfléchi.

Une société éducatrice peut ainsi se développer grâce à cette réflexion concertée et cette alliance éducative des acteurs éducatifs, des parents et de tous les citoyen.nes.

45 ***Pour les Francas, le droit à l'éducation demeure un objet de mobilisation publique et citoyenne. Il faut tout un territoire pour éduquer un enfant. Ils agissent pour mobiliser le plus grand nombre pour l'éducation et dans l'action éducative.***

50 ***Notre mouvement d'éducation populaire appelle, pour concrétiser cette ambition, à la création d'instances d'échanges et de partage pour :***

- ***débattre des enjeux de l'action éducative et des enjeux éducatifs contemporains aux différents échelons du territoire***
- ***définir les orientations de projets locaux d'éducation dont chaque acteur éducatif pourra se saisir dans l'exercice de son rôle.***

55

CONTRIBUER À L'ÉMANCIPATION DES ENFANTS ET DES ADOLESCENT.ES PAR L'ACTION ÉDUCATIVE

Porter attention aux enfants, aux adolescent.es et aux jeunes

5 À l'instar de la Convention internationale des droits de l'enfant, les Francas définissent l'enfant comme tout être humain âgé de moins de 18 ans. L'enfant est un individu, une personne, un acteur social et citoyen. Chaque enfant est un être singulier et capable. Pour
10 les Francas, porter une attention à l'enfant, aux enfants, à l'enfance suppose d'être attentifs à leurs conditions de vie, d'éducation et d'action dans les espaces éducatifs comme dans la cité.

Parce qu'ils sont trop souvent exclus des espaces éducatifs, il est nécessaire de redoubler
15 d'attention notamment à l'égard des enfants en situation de handicap, de ceux dont les familles sont dans des situations précaires et de pauvreté et de ceux en situation de migration dont les jeunes mineurs isolés. Les moyens doivent être adaptés pour permettre cette attention renforcée.

L'ensemble des politiques publiques sont dès lors concernées par les questions d'enfance et
20 d'éducation. Les parents étant des coéducateurs, leur accueil et leur association doit faire partie de la relation à l'enfant pour l'ensemble des éducateurs et éducatrices.

Il existe une continuité entre l'enfance, l'adolescence et la jeunesse qui, aujourd'hui, se
25 prolonge bien au-delà de la majorité. Les jeunes subissent en effet de plein fouet les conséquences des évolutions de la société. Alors que l'injonction sociale à être autonomes et responsables est de plus en plus précoce, l'acquisition de leur indépendance économique est de plus en plus tardive.

Attentifs à la situation de la jeunesse et porteurs d'une ambition globale en matière de
30 politique jeunesse, les Francas revendiquent plus particulièrement l'accès pour tous les jeunes à une éducation et une formation les plus abouties possibles, à un temps de loisirs de qualité et à une reconnaissance de leur engagement.

Identifier les enjeux d'éducation

35 Au regard de la perspective globale de société exprimée par les Francas, trois enjeux d'éducation se dégagent :

- un enjeu pour le vivre et l'agir ensemble, en considérant que chacun.e est tout autant
40 citoyen.ne du monde qu'acteur ou actrice de la vie locale, nationale et européenne.
- un enjeu pour l'humanité, celui de faire vivre et partager les valeurs de paix, de liberté, d'égalité, de solidarité, de laïcité, d'humanisme
- un enjeu pour le développement de la personne, son épanouissement et son
émancipation.

45 Les enfants, les adolescent.es et les jeunes sont souvent considérés comme des individus auxquels il faut tout apprendre. Pourtant, ils et elles sont également porteurs de savoirs, de cultures, d'expertises d'usage sur leur propre vie, sur la vie de leur rue, de leur quartier, de leur commune et des espaces éducatifs qu'ils fréquentent. En outre, ils contribuent aussi à
50 l'éducation des autres, dont leurs pairs. Ces potentiels constituent des points d'appui à des démarches d'expression des enfants et des adolescent.es sur leurs conditions de vie, d'éducation et d'action et à la mise en œuvre de l'action éducative. Ils doivent être considérés comme des leviers incontournables par les éducateurs.

Dans un monde complexe et mouvant, il est impératif de reconsidérer les connaissances, les savoir-faire, les compétences qui seront nécessaires aux jeunes générations pour connaître, comprendre et inventer le monde de demain.

- 5 Avec le développement du numérique et l'accroissement des flux d'informations, la trajectoire qui mène aux connaissances se complexifie, les modes d'apprentissage et de transmission se diversifient. De nouvelles compétences se développent.

10 Pour les Francas, permettre l'émancipation c'est s'attacher à former des esprits libres capables de penser et de juger par eux-mêmes, capables de se libérer de dépendances morales et de préjugés, capables d'écouter, d'analyser, de débattre et d'agir dans des espaces démocratiques et par des dynamiques participatives. Dans cette perspective, l'action éducative, ensemble d'actions volontaires, conçues et finalisées sur tous les temps de la vie, doit répondre aux enjeux éducatifs contemporains et permettre aux enfants et aux adolescent.es, dans le cadre de parcours éducatifs riches et choisis, de :

- 15 - se comprendre eux-mêmes, comprendre et respecter les autres, s'enrichir de la dimension collective, interculturelle et intergénérationnelle
- apprendre à apprendre, à créer de la connaissance, à dissocier les savoirs des croyances
20 - développer un esprit critique et le sens de l'investigation, apprendre à penser par soi-même, à argumenter ses choix, à développer des habiletés de penser
- apprendre à s'approprier un territoire et en explorer de nouveaux, à pouvoir poser des repères dans un environnement inconnu, à se situer et agir du plus local au plus global ;
- comprendre le monde et les sociétés contemporaines, leur complexité et les principaux mécanismes politiques, sociaux, économiques et culturels qui les régissent ;
25 - se projeter dans l'avenir, imaginer demain, apprendre à être et à devenir, rêver tant individuellement que collectivement
- développer leurs sensibilités, leurs émotions et leurs sens, leur créativité et leur imaginaire, le plaisir de penser, de découvrir et d'agir seul ou avec d'autres, même dans l'effort
30 - vivre des situations diversifiées et réfléchir sur ses expériences.

Cela implique, de la part des adultes éducateurs, de mieux :

- 35 - prendre en compte l'ensemble des dimensions (cognitive, psychomotrice, affective, intellectuelle, etc.) qui concourent au développement harmonieux, au bien-être des enfants et des adolescent.es et à leur épanouissement,
- considérer les enfants et les adolescent.es comme des porteurs de savoirs, de cultures, d'expertises d'usage et des contributeurs à l'éducation des autres, dont leurs pairs,
40 - adopter de nouvelles postures pour être davantage des partageurs de valeurs, des médiateurs de connaissances, des accompagnateurs d'initiatives et des mobilisateurs d'envies
- donner aux enfants et aux adolescent.es des temps à vivre, à échanger, à partager, car l'éducation s'inscrit dans la durée et le temps est une donnée éducative.

45 ***S'engager pour un écosystème d'éducation respectueux de chaque enfant et adolescent.e et transformateur de leurs conditions de vie, d'éducation et d'action***

Pour une analyse continue des influences subies par les enfants et les adolescent.es

50 Au regard de leur définition de l'éducation, les Francas constatent que chaque individu dispose d'une matière éducatrice singulière constituée de toutes les influences, volontaires et involontaires, qui émanent de sa vie et de ses environnements sociaux, économiques, spatiaux, culturels, numériques et politiques.

C'est dire l'importance que revêt pour tous la capacité à traiter les influences dont il est le récepteur ! Ce processus est complexe, il s'inscrit dans le temps long du cheminement éducatif. Il va permettre de fixer les ambitions d'un écosystème d'éducation qui concrétise prioritairement l'éducabilité de tous et toutes et s'attache à permettre à tous les enfants et les adolescent.es d'accéder à des ressources éducatives, sociales et culturelles.

Les coéducateurs ont pour mission d'accompagner ce processus en analysant, avec les enfants et les adolescent.es, les influences qui s'exercent sur eux. Accompagner ce processus nécessite de placer à parité d'estime tous les membres de la communauté éducative et de se doter de références communes, en partant de la Convention internationale des droits de l'enfant, du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, du cadre européen des compétences clés et des 17 objectifs du développement durable.

Pour une politique publique de l'éducation

L'État, les collectivités territoriales et les intercommunalités jouent un rôle majeur en matière éducative. Il est nécessaire d'articuler dans chaque territoire le service public national d'éducation et le service public local d'éducation pour sortir du dualisme entre une stratégie de l'État et des stratégies des collectivités territoriales. Le service public national d'éducation s'incarne au plan local par l'action des écoles, des collèges et des lycées, au plus près des enfants et des adolescent.es.

Les Francas réaffirment le rôle d'impulsion, d'encadrement, de régulation et de financement de l'État dans l'éducation sur l'ensemble du territoire national, en articulation avec l'échelon européen. De la même façon, ils affirment la responsabilité des collectivités territoriales dans le domaine de l'éducation, notamment à travers le développement de politiques éducatives et enfance-jeunesse, de services publics d'éducation partenaires des associations éducatives.

Enfin, ils considèrent l'échelle départementale, par sa proximité, comme un échelon pertinent de concertation et d'articulation des différentes politiques publiques d'impulsion de l'action éducative locale : politiques publiques de l'État, de la caisse d'allocations familiales et du conseil départemental. Cette échelle doit constituer de plus un niveau de concertation et de partenariat entre les pouvoirs publics et les fédérations d'éducation populaire.

Pour des projets locaux d'éducation structurant des actions éducatives et des interventions publiques au plan local

Les Francas considèrent que la définition et la mise en œuvre de projets locaux d'éducation permettra de traduire la double ambition de mobiliser et animer l'écosystème éducatif et d'intégrer l'ensemble des interventions publiques qui contribuent à sa structuration. Cette double ambition vise à garantir une cohérence et une complémentarité éducatives, notamment en articulant projet d'école et d'établissement et projets des espaces des temps de loisirs dont le centre de loisirs éducatif.

Les projets locaux d'éducation doivent permettre de définir les missions et les moyens du service public local d'éducation.

Les Francas identifient cinq axes devant être pris en compte afin de garantir la qualité de ces projets locaux d'éducation :

- l'animation de la mobilisation des acteurs éducatifs locaux, des parents et des citoyen.nes
- la définition d'une gouvernance partagée entre élu.es, associations, acteurs éducatifs, parents et citoyen.nes pour assurer le développement du projet à long terme

- le développement et l'animation d'espaces de participation d'enfants et d'adolescent.es intégrant la prise en compte des expressions et des suggestions qui y sont formulées
 - le développement d'espaces éducatifs, dont l'école et le centre de loisirs, où se mettent en vie des pratiques éducatives de qualité
- 5 - la formation des décideurs publics et associatifs, des acteurs éducatifs et tout particulièrement des professionnel.les de l'action éducative.

Pour une diversité d'espaces éducatifs répondant aux besoins éducatifs sociaux et culturels

10 En tant qu'institution de la République, l'École doit former des citoyen.nes. Les autres espaces éducatifs parties prenantes du service public local d'éducation partagent cette mission. Tous doivent animer cet apprentissage dans le respect de leur spécificité, en mettant en actes la citoyenneté des enfants et des adolescent.es, en les associant à ce qui leur est proposé d'apprendre, de vivre et en intégrant et prenant en compte les connaissances, les compétences et la culture dont elles et ils sont porteurs.

15 L'École de la République et les espaces de loisirs éducatifs, notamment le centre de loisirs éducatif, doivent s'attacher à combattre les inégalités sociales et culturelles et leurs conséquences cognitives, affectives et physiques.

20 Les espaces éducatifs permettent à chacun.e, dès son plus jeune âge, et tout au long de sa vie d'acquérir des savoirs, des savoir-faire, des savoir être et des savoir devenir qui contribuent à son développement physique, physiologique et intellectuel. Ils favorisent le partage, l'agencement et l'agrégation de tous les types de savoirs, des savoirs académiques aux savoirs d'usage et la capacité d'apprendre par soi-même et avec les autres. La conjugaison de ces savoirs donne des compétences pour agir dans son environnement proche et lointain. Les espaces éducatifs permettent également l'intégration de tous et toutes dans la société, parce qu'ils s'attachent à porter une égale attention à tous et une attention particulière à celles et ceux qui ont moins.

Pour un centre de loisirs éducatif, pivot du temps libre des enfants et des adolescent.es

35 Le centre de loisirs, deuxième structure d'accueil éducatif des enfants après l'école, constitue un élément structurant des politiques éducatives locales. Sa fonction sur un territoire est indissociablement éducative, sociale et culturelle. Accueillant les enfants sur les temps péri et extrascolaires, le centre de loisirs éducatif est, pour les Francas, un acteur majeur dans la construction de la cohérence et de la complémentarité éducatives territoriales. Inscrit dans l'animation socioéducative, il développe des missions d'accueil, d'activités, d'information, d'orientation et de participation des enfants et des adolescent.es. Il accompagne le développement de projets d'enfants et d'adolescent.es, favorise l'éducation aux territoires et leur implication dans la vie locale.

40 Par son succès, le centre de loisirs s'est institutionnalisé. Pour autant, il convient de continuer à innover pour son développement éducatif et pédagogique. De plus, il importe, aux côtés du centre de loisirs, de développer de nouvelles formes d'accueil pour concerner tous les enfants et les adolescent.es, répondre à leurs besoins sociaux, éducatifs et culturels. C'est pourquoi les Francas revendiquent la reconnaissance par les pouvoirs publics de la portée éducative de ces espaces et la mise en place de politiques publiques nationales et territoriales de développement des espaces éducatifs de loisirs qui permettent à tous les enfants et adolescent.es de vivre des temps de loisirs riches et diversifiés.

50

Pour une multiplicité d'acteurs et actrices éducatifs

Les acteurs et actrices éducatifs sont multiples :

- par leur champ d'intervention scolaire, socioéducatif, social, culturel, sportif, socioculturel, etc.
- par leur mission d'enseignement, d'animation, d'accompagnement social, de médiation culturelle, etc.
- 5 - par leur fonction d'enseignant.e, d'animateur ou animatrice, d'assistant.e social.e, d'éducateur spécialisé, de responsable pédagogique, de coordonnateur de Projet éducatif territorial, etc.
- par leur statut de salarié.e, de volontaire, de bénévole, de fonctionnaire, etc.

10 Pour les Francas, cette diversité et complémentarité fait la richesse de l'écosystème éducatif et il faut la promouvoir et l'amplifier pour que l'action éducative ne soit pas l'objet de la seule intervention d'expert.es professionnel.les.

15 De plus, il existe une interaction de fait entre les projets des espaces éducatifs et entre les acteurs et actrices de la communauté éducative⁵ qui les façonnent et y agissent. Ces relations sont souvent vécues sur le mode d'une interdépendance subie. Installer une interdépendance choisie, génératrice de complémentarités éducatives, passe par la définition d'analyses, d'ambitions, d'objectifs partagés et simultanément l'explicitation pour chacun des espaces éducatifs, des singularités de son projet. Cette démarche contribue à la mise en actes d'alliances éducatives respectueuses des rôles de chaque espace et acteur éducatif.

20

Pour une contribution affirmée et soutenue de l'éducation populaire

25 Le projet d'éducation populaire est, depuis sa création, un acteur de transformation sociale, en accompagnant l'émancipation individuelle et collective des citoyen.nes, enfants et adolescent.es compris. Le contexte de société et les nouvelles formes d'expression, de revendications, d'échanges et d'information liées à l'essor du numérique affirment et renforcent le besoin d'éducation populaire.

30 Pour les Francas, l'éducation populaire est indispensable dans tout écosystème éducatif, qu'elle nourrit et qui la nourrit. Il est donc nécessaire d'impulser et d'animer des espaces d'échanges pour permettre aux parents et aux citoyen.nes, porteurs d'une expertise d'usage, de s'approprier les questions sociétales et les questions d'éducation aux différents échelons territoriaux. Considérant depuis toujours que l'éducation est l'affaire de tous, ils promeuvent

35 de nouvelles formes d'organisation, de mobilisation, de participation et d'engagement pour inventer, expérimenter et contribuer à enrichir l'action éducative locale.

Les Francas sont également porteurs d'éducation populaire dans leurs démarches avec les enfants et les adolescent.es. Les pédagogies qu'ils mettent en œuvre dans les temps de loisirs contribuent autant à permettre aux enfants et aux adolescent.es de se construire un

40 regard critique sur la société qu'à l'acquisition de connaissances, de savoir-faire et de compétences.

Le rôle des associations de jeunesse et d'éducation populaire est essentiel. L'éducation populaire étant dorénavant une compétence partagée⁶, les Francas agissent pour que

45 l'action publique respecte plus encore ce rôle, facilite leur action et l'initiative citoyenne au sein ou à partir de ces associations.

⁵ Le Code de l'éducation définit la communauté éducative : « Dans chaque école, collège ou lycée, la communauté éducative rassemble les élèves et tous ceux qui, dans l'établissement scolaire ou en relation avec lui, participent à l'accomplissement de ses missions.

Elle réunit les personnels des écoles et établissements, les parents d'élèves, les collectivités territoriales, les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux, associés au service public de l'éducation. »

⁶ Cf. loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), art. L.1111-4 CGCT.

5 Les Francas réaffirment leur attachement à la vie associative comme l'un des espaces d'implication citoyenne favorisant la prise de responsabilité, l'échange de points de vue, les constructions collectives, l'agir ensemble, la formation et l'émancipation des citoyen.nes. Les associations ne peuvent pas être considérées uniquement comme des opérateurs des pouvoirs publics. Elles sont des lieux de rassemblement aptes à créer du dialogue, des propositions, de l'action, de la revendication et doivent être reconnues comme telles. Les Francas revendiquent que la convention d'objectifs et de moyens et la subvention constituent les leviers d'un partenariat de projet entre les pouvoirs publics et les associations.

10

15 Les Francas, en tant que mouvement d'éducation populaire, promeuvent la place des enfants et des adolescent.es dans la société et contribuent à leur éducation par l'action éducative dans le cadre d'une perspective globale de société. Ils agissent en activant plusieurs leviers, leur « vision transformatrice », leur « résistance créatrice », et l'« expérimentation anticipatrice »⁷.

⁷ Les trois expressions sont de Patrick Viveret.

II. DES ORIENTATIONS POUR L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE

5

10 Pour les Francas, l'action éducative locale regroupe l'ensemble des initiatives publiques, associatives et citoyennes prises sur un territoire donné en direction des enfants et des adolescent.es.

15 C'est là où vivent les enfants et les adolescent.es, au plan local, que doit se mesurer la qualité de l'action éducative et son impact sur leur développement, leur épanouissement, leur émancipation et leur bien-être.

Le développement de l'action éducative participe par ailleurs au développement des territoires.

20 Les Francas proposent **quatre orientations** pour contribuer à l'action éducative locale :

- Accueillir tous les enfants, les adolescent.es et les jeunes sur leurs territoires
- Partager les enjeux éducatifs actuels
- Faire évoluer les cadres éducatifs
- Encourager l'engagement et mobiliser les citoyen.nes, les parents, les acteurs locaux

25 dans l'action éducative

Ces **quatre orientations** sont ensuite déclinées en **dix-neuf priorités**.

30 Les Francas, qui agissent quotidiennement pour l'action éducative sur l'ensemble du territoire dans une dynamique partenariale, destinent ces propositions aux acteurs éducatifs locaux, aux citoyen.nes et aux militant.es de l'enfance et de l'éducation, pour contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescent.es par l'éducation et l'action éducative.

35 *Il appartient aux Francas de faire valoir auprès des acteurs éducatifs locaux leurs positionnements politiques et de les inviter à se saisir, avec eux, de ces propositions pour l'action éducative locale. La stratégie fédérale de mise en œuvre du projet aura pour sa part à déterminer les priorités de réflexion et d'action des Francas pour les différents niveaux de l'organisation.*

ACCUEILLIR TOUS LES ENFANTS, LES ADOLESCENT.ES ET LES JEUNES SUR LEURS TERRITOIRES

5 **Les Francas constatent**, 30 ans après la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) par la France, que de nombreuses atteintes sont portées aux droits des enfants. La dégradation des conditions de vie de familles, l'accroissement des précarités et de la pauvreté, la fermeture de services publics et de services de proximité, la désertification de territoires ont des conséquences fortes sur les conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants, des adolescent.es et des jeunes. Or, le système scolaire
10 peine à réduire les inégalités – voire les renforce – et l'accès aux espaces et activités de loisirs éducatifs reste inégal en fonction des territoires, ce qui contribue à accentuer davantage les inégalités.

15 Les modèles familiaux se diversifient, la structuration de la famille éclate et se recompose. Les formes et les rythmes de travail se modifient et se précarisent. De nouvelles formes de mobilités, subies ou choisies, apparaissent. Les enfants restent largement tributaires d'une organisation des temps sociaux faite au regard des modes de vie des adultes. Cela dans un contexte de fermeture des services publics qui pose la question de l'accueil éducatif de proximité. L'entrée au collège, qui constitue un des marqueurs forts de l'entrée dans le
20 monde des adolescent.es, s'avère pour beaucoup une véritable rupture temporelle, culturelle et amicale et parfois territoriale. Le lycée accentue souvent ces ruptures.

De plus, les territoires de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es se multiplient et sont tout autant géographiques que numériques. Le territoire internet nécessite
25 d'y penser l'accueil et l'action éducative.

Depuis quelques années, du fait de violences physiques ou symboliques et des discriminations, l'environnement est de plus en plus anxiogène pour les enfants, les adolescent.es et les jeunes. Il en est de même pour les adultes et la société qui multiplie
30 les modalités de surveillance physique ou numérique des enfants, des adolescent.es et des jeunes et contraignent leur liberté. Par ailleurs, la société de consommation et sa dématérialisation les instrumentalisent de manière croissante et contribuent à marchandiser leur image. Elles ont de plus des incidences sur leur santé.

Enfin, la présence croissante d'enfants sans domicile et de mineurs non accompagnés pose
35 de façon aiguë la question de leur protection, de leur accueil et du respect de leurs droits.

Pour faire face à ces évolutions, les politiques publiques mises en œuvre privilégient le plus souvent une logique de réparation ou de répression. Elles se développent comme des réponses fragmentaires et juxtaposées selon les âges, les territoires ou les situations. Ces
40 dernières années ont montré en particulier que les pouvoirs publics se renvoyaient la responsabilité de la protection des mineurs en situation de migration.

Les Francas portent une approche globale de l'enfant, de la naissance à dix-huit ans, et appellent à agir sur les conditions de vie d'éducation et d'action des enfants et des
45 adolescent.es dans une visée émancipatrice.

Ils promeuvent une meilleure prise en compte des besoins éducatifs, sociaux, culturels, économiques de la petite enfance à l'adolescence, aux différents échelons territoriaux, tout autant que le respect de leurs rythmes de vie. Ils s'engagent à construire, avec d'autres, une
50 approche globale et transversale des politiques de l'enfance qui allie protection, prestation et participation. Ils promeuvent le droit aux loisirs éducatifs pour tous et se mobilisent pour une action éducative de qualité.

Les Francas promeuvent une prise en compte de chaque enfant dans sa singularité qui garantisse les conditions de développement, d'épanouissement et de bien-être de tous les
55 enfants et les adolescent.es.

Ils revendiquent la prise en compte de tous les enfants de la naissance à dix-huit ans dans toutes les politiques publiques et à tous les échelons du territoire. Pour cela, ils proposent

l'inscription systématique d'une « clause enfance » dans les nouvelles lois et le renforcement de l'interministérialité vers une politique publique nationale.

Ils appellent également à une plus grande synergie des acteurs, à une plus forte co-construction des politiques de l'enfance des collectivités territoriales et à une meilleure articulation entre leurs différents échelons.

Les Francas rappellent l'obligation des pouvoirs publics d'accueillir en France les enfants migrants, seuls ou avec leurs familles, en droit et en dignité, de façon chaleureuse, solidaire, confiante et apaisée. Ils revendiquent que la présomption de minorité bénéficie en premier lieu au jeune et s'opposent à la mise en place de toute forme de test biologique et au fichier biométrique.

Les Francas revendiquent, pour chaque enfant et chaque adolescent.e présent sur le territoire, l'exercice effectif de ses droits de protection, de participation et de prestation. Ceci implique de considérer les enfants et les adolescent.es comme acteurs et actrices de leur territoire, de leur vie et de leur éducation. Pour mieux tenir compte de leurs besoins, pour organiser l'espace public et les temporalités, la société doit les associer à la vie et au développement du territoire, à la construction de la cité et au fonctionnement des espaces éducatifs.

Les Francas promeuvent une mixité des publics dans les espaces éducatifs par une plus forte prise en compte des enfants et des adolescent.es à besoins particuliers, ainsi que par une plus grande accessibilité de tous les enfants et les adolescent.es aux activités de loisirs et aux structures d'accueil.

Les Francas soutiennent, aux côtés de l'école publique, le développement de structures d'accueil collectif à tous les âges, de la petite enfance à l'adolescence, et souhaitent qu'une attention singulière soit portée aux adolescent.es dès leur entrée au collège, sur les territoires et dans les espaces éducatifs.

Les Francas revendiquent le droit pour tous les jeunes à construire leur parcours, à vivre dignement et à trouver leur place et jouer leur rôle dans la cité. Ceci suppose de leur permettre de s'insérer durablement par la formation, de voir leurs ressources garanties, de faciliter leur intégration culturelle, sociale et professionnelle et d'être reconnus comme acteurs du changement.

Les Francas dénoncent les conditions de vie indignes et précaires d'un nombre croissant de mineurs. Ils s'insurgent contre la rétention des mineur.es, accompagné.es ou non. **Ils défendent** le maintien de « l'excuse de minorité » pour les moins de seize ans⁸ et militent pour le maintien et le développement systématique de mesures éducatives alternatives à l'incarcération.

Pour accueillir les enfants, les adolescents, les jeunes sur leurs territoires, les Francas formulent cinq priorités pour l'action éducative locale

- Construire avec les décideurs et les acteurs et actrices de l'éducation une approche globale de l'enfance
- Faire de la Convention internationale des droits de l'enfant un cadre de référence pour tous les projets éducatifs et toutes les politiques publiques
- Mieux appréhender, avec les enfants et les adolescent.es, leurs conditions de vie, d'éducation et d'action et les besoins éducatifs, sociaux et culturels qui en découlent
- Étendre les projets locaux d'éducation de la petite enfance à la jeunesse
- Développer des espaces d'expression des enfants et des adolescent.es et ouvrir des espaces de dialogue entre eux et les décideurs, les acteurs de l'éducation, les citoyen.nes.

⁸ En conformité avec l'ordonnance du 2 février 1945.

PARTAGER LES ENJEUX ÉDUCATIFS ACTUELS

5 **Les Francas constatent** que les évolutions économiques, sociales et culturelles impactent
fortement les comportements et les attitudes des individus quel que soit leur âge, tout
comme la façon d'appréhender l'éducation, l'action éducative et le rapport au temps libre et
aux loisirs. La société de consommation impose un modèle dominant qui renforce la
concurrence, la compétition, l'élitisme et promeut la seule réussite individuelle, portant
préjudice à l'inclusion du plus grand nombre dans la société. Elle transforme également les
10 formes d'accès à la culture alors même qu'une grande partie des enfants et des
adolescent.es restent éloignés des activités culturelles non commerciales ou lucratives. Les
technologies du numérique, et aujourd'hui notamment le développement de l'intelligence
artificielle et la multiplication des écrans, modifient les relations sociales et intrafamiliales et
les rapports à soi, au privé, à l'espace, au temps, aux savoirs, ce qui a des répercussions sur
15 la vie des enfants, des adolescent.es et de leurs parents. Ils peuvent, en outre, perturber le
développement des enfants, dès leur plus jeune âge. La persistance de conflits, le contexte
de crises, le manque de perspectives partagées, continuent à altérer le lien social, le vivre
ensemble, et influencent les relations entre les enfants et entre les enfants et les adultes.
L'urgence climatique et environnementale est fortement perçue par les jeunes générations,
20 inquiètes de leur possibilité même d'avoir un avenir. Le développement des migrations dans
le monde transforme le rapport aux autres, favorise la rencontre interculturelle, et
s'accompagne paradoxalement d'une difficulté d'accès à la mobilité de pans entiers de la
population en France, notamment parmi les jeunes.

25 L'ensemble de ces transformations a des conséquences sur les processus éducatifs.
L'injonction de l'instantané et de l'immédiateté introduite par la société du numérique fragilise
par exemple les processus éducatifs qui nécessitent un temps long, et peut amener à
inventer une action éducative pour apprendre la patience, la persévérance et la frustration de
l'attente. De même, l'apparente aisance des adolescent.es et des jeunes sur les réseaux
30 sociaux ou le web n'est pas nécessairement incompatible avec une difficulté à utiliser les
outils numériques dans le cadre de démarches de type administratif. Il est donc impératif de
permettre aux enfants et aux adolescent.es de mieux appréhender leur environnement
numérique, notamment en comprenant et en maîtrisant les instruments numériques qu'ils
utilisent chaque jour et les logiques algorithmiques contenues dans ces instruments.
35 L'urgence climatique et environnementale nécessite pour sa part d'entendre la parole forte
des enfants et des adolescent.es sur ces questions et de développer une action éducative à
l'environnement et à la transition écologique.

40 Pour mobiliser une société éducatrice, les Francas agissent pour partager les enjeux
éducatifs actuels avec les pouvoirs publics, la société civile organisée, les acteurs éducatifs,
les parents, les citoyen.nes et les enfants, les adolescent.es et les jeunes. Ils **affirment** que
les enjeux éducatifs et l'action éducative s'inscrivent dans une perspective partagée de
société.

45 Les Francas **promouvent**, dans le temps de loisirs, des démarches pédagogiques
d'éducation populaire basées sur une approche ludique, des cadres collectifs, l'éducation par
les pairs et la coopération. En centres de loisirs, ces démarches peuvent avoir pour finalité la
découverte, l'initiation ou l'approfondissement des activités pratiquées. Chaque démarche
pédagogique articule à la fois un ensemble de situations de vie et d'activités proposées à un
50 groupe d'enfants et les processus qui permettront à ce groupe d'enfants de contribuer à
l'évolution de ces situations. En se combinant, ces situations et les processus contribuent à
créer les influences volontaires appropriables par les enfants qui constituent le groupe.
Les Francas sont attentifs à construire des démarches pédagogiques adaptées aux publics
accueillis, aux environnements d'exercice et à leur matérialité, à la temporalité. Ils
55 s'attachent à créer les conditions de la participation des enfants et des adolescent.es à la

démarche : construction des finalités du projet, élaboration des règles, recherche des moyens et des ressources pour réaliser le projet (matériels, humains, financiers, etc.). Ils mettent en place un temps d'analyse des situations vécues, avec les enfants et les adolescents, processus d'explicitation des savoirs acquis et accompagnent les enfants et les adolescent.es à témoigner, à valoriser les projets vers le plus grand nombre : les autres enfants, les parents, les habitant.es, les citoyen.nes.

Les Francas promeuvent une action éducative qui contribue à la construction de la citoyenneté et à l'émancipation des enfants et des adolescent.es à travers des parcours riches et diversifiés qui :

- transmettent et font vivre les valeurs (liberté, égalité, fraternité) et les principes (indivisible, laïque et sociale) qui constituent le socle de la République ainsi que les valeurs d'humanisme, de paix et de solidarité qui contribuent à la construction du vivre ensemble
- luttent contre toutes les formes de discriminations et d'exclusion
- luttent contre les stéréotypes de sexe et de genre, éduquent à l'égalité filles-garçons et à la sexualité.
- permettent aux enfants et aux adolescent.es de s'ouvrir à la complexité du monde, du plus local au plus global, par le développement d'éducatifs relatives à la démocratie, à l'altérité, à la solidarité et au développement partagé, à l'économie, à la consommation, à l'environnement...
- développent l'éducation à l'autonomie et à la mobilité pour mieux apprendre à se déplacer, s'appropriier le territoire et en explorer de nouveaux, pouvoir poser des repères dans un environnement nouveau ou inconnu
- développent l'éducation à l'image et aux médias, au sens critique, à la compréhension des mécanismes de diffusion et d'appropriation de l'information à travers les médias
- s'emparent du numérique dans tous les domaines concernés, technologique, économique, légal écologique et social
- permettent de s'approprier un environnement culturel – dans les domaines des arts et du patrimoine, de la culture numérique, de la culture scientifique et technique - et partant de là, de construire d'autres représentations, connaissances et savoir-faire.

Les Francas revendiquent :

- que chaque enfant et adolescent.e puisse bénéficier de parcours éducatifs riches et variés, grâce à une diversité de contenus mais également une diversité de démarches pédagogiques et d'acteurs
- une prise en compte et un partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre, à chaque échelle de territoire. Cette démarche est indispensable à la qualité même de l'action éducative.

Les Francas appellent, en fonction de l'âge, à une attention particulière quant à l'usage disproportionné des écrans et des technologies du numérique. **Ils revendiquent** que les données personnelles des mineurs soient protégées.

Pour partager les enjeux éducatifs actuels, les Francas formulent quatre priorités pour l'action éducative locale

- Faire vivre les valeurs (liberté, égalité, fraternité) et les principes (démocratique, indivisible, laïque et sociale) de la République dans l'action éducative locale.
- Favoriser, à chaque échelle de territoire, le partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre
- Diversifier, dans les espaces éducatifs, les situations données à vivre aux enfants et aux adolescent.es, les pratiques éducatives, les démarches pédagogiques et les formes d'apprentissage
- Inscrire de manière transversale dans les projets locaux d'éducation les enjeux du développement durable et du numérique.

FAIRE ÉVOLUER LES CADRES ÉDUCATIFS

5 Pour les Francas, faire évoluer les cadres éducatifs, c'est agir sur les politiques publiques, accompagner les projets et les espaces éducatifs, faire vivre des alliances éducatives.

10 **Les Francas constatent** que des politiques publiques éducatives sont mises en œuvre à différents échelons territoriaux. Une responsabilité accrue a été confiée par la loi aux collectivités locales à travers le projet éducatif territorial, même si celui-ci fait moins référence sur les territoires et a été très souvent réduit à une juxtaposition d'initiatives, de dispositifs et à un programme d'activités. Dans le même temps, une évolution dans les modes de pilotages et les fondements de l'initiative publique nationale invite plus fortement à l'initiative territoriale.

15 La réorganisation des services de l'État, au plan national et territorial, par l'intégration des services de la Jeunesse au sein de ceux de l'Éducation nationale, va influencer les modalités de conduite des politiques éducatives, de jeunesse, d'éducation populaire et du temps libre.

20 Les Francas observent une accentuation des inégalités territoriales en matière d'équipement, de choix de politiques publiques et d'action éducative locale et de financements : certains territoires, ruraux comme urbains ou périurbains, disposent d'un potentiel élargi alors que pour d'autres l'offre se réduit : désertification rurale des services publics d'éducation par exemple, par fermetures d'écoles ou de centres de loisirs. Alors qu'il existe encore des territoires sans aucune école publique accessible, apparaissent, sur les territoires, des écoles qui se posent en concurrence pédagogique avec l'école publique et agissent le plus souvent en vase clos. Le risque est celui d'un manque de cohérence entre les politiques publiques d'Éducation nationale et territoriales et un accroissement des inégalités de traitement des questions éducatives entre territoires et à l'échelle nationale.

30 Les projets et les espaces éducatifs dédiés aux temps de loisirs⁹ se sont multipliés, diversifiés et sont répartis de façon non homogène sur les territoires. Certains, notamment les centres de loisirs, tendent à s'institutionnaliser et à s'uniformiser, parfois au détriment des réels besoins.

35 Les projets des espaces éducatifs scolaires ou de loisirs sont souvent cloisonnés. Pourtant, l'omniprésence du numérique dans la vie de l'enfant et de l'adolescent.e engendre une porosité de plus en plus importante entre les temps et les espaces éducatifs.

40 La société civile, et tout particulièrement les associations de jeunesse et d'éducation populaire, prennent une large place dans l'action éducative locale tant sur le plan de la réflexion que de l'action. Elles sont des espaces de ressources et d'innovation permanents que les pouvoirs publics devraient davantage reconnaître et solliciter. Pourtant, la baisse des subventions de fonctionnement et d'action, le recours croissant à la commande publique, aux appels d'offre, à la mise en marché de l'action éducative, instrumentalisent les associations ou les réduisent à être des prestataires de service, nuisent à la mise en cohérence de leurs projets éducatifs et encouragent une approche moins-disante de l'action éducative.

50 Les Francas **promouvent** une approche territoriale de l'action éducative qui nécessite une gouvernance locale et nationale harmonieuse et pérenne articulant contribution publique nationale et contribution publique locale à l'éducation, contribution des institutions éducatives et contribution des familles, contribution de l'action publique et contribution de la société civile dont les associations, et en particulier celles de jeunesse et d'éducation populaire. Cette approche territoriale implique de reconnaître les établissements d'accueil du jeune

⁹ Projet éducatif et pédagogique du centre de loisirs, projet social, éducatif et pédagogique de l'établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE)

enfant et les centres de loisirs comme des espaces éducatifs collectifs qui valorisent les compétences des enfants, de la petite enfance à l'adolescence.

À ce titre les Francas **appellent** les acteurs éducatifs à :

- 5 - travailler à la convergence et la complémentarité des actions éducatives
- accompagner le développement qualitatif des projets des espaces éducatifs.

Les Francas **revendiquent** :

- 10 - une action publique plus volontariste en matière d'éducation à chaque échelle de territoire et une action publique régulatrice pour que l'éducation ne soit pas soumise aux lois du marché
- la reconnaissance des projets éducatifs territoriaux comme base de toute politique éducative locale et de l'accueil de loisirs comme pivot d'un service public local d'accueil éducatif des enfants sur leur temps libre
- 15 - l'impulsion – pour aller plus loin – de projets locaux d'éducation, clés de voûte de l'action éducative locale, poursuivant cinq priorités : la mobilisation des acteurs éducatifs locaux et des citoyen.nes, la construction d'une gouvernance partagée, la participation des enfants et des adolescent.es, le développement d'espaces éducatifs de qualité et la formation de tous les acteurs éducatifs
- 20 - la définition et la reconnaissance d'un service public local d'éducation associant les collectivités locales, les institutions, les associations – tout particulièrement celles de jeunesse et d'éducation populaire – et les citoyen.nes
- l'accueil éducatif de tous les enfants et adolescent.es sur tous les territoires et le renforcement de l'accessibilité de ceux les plus en précarité et de ceux ayant des besoins particuliers
- 25 - le soutien aux initiatives associatives et citoyennes en matière éducative
- le renforcement de la qualité du bâti et de l'aménagement des espaces éducatifs.

30 **Et les Francas revendiquent** une action publique volontariste de développement d'écoles publiques et de centres de loisirs éducatifs de proximité et pérenne sur tous les territoires. Ils revendiquent une évolution de la réglementation des accueils de loisirs permettant de créer des activités hors les murs au plus près des enfants éloignés des loisirs.

35 **Pour faire évoluer les cadres éducatifs, les Francas formulent cinq priorités pour l'action éducative locale**

- Élaborer, mettre en œuvre, évaluer des démarches de projets locaux d'éducation
- 40 - Diversifier les formes d'accueil et les espaces éducatifs pendant les temps de loisirs, dans ou hors les murs, matériels ou immatériels, avec ou sans nuitées
- Développer les alliances et les coopérations entre espaces et acteurs éducatifs, entre politiques publiques, entre pouvoirs publics et associations à l'échelle territoriale
- Déployer des propositions éducatives faisant le lien entre temps scolaire et temps de loisirs et entre espaces de loisirs éducatifs, sportifs et culturels
- 45 - Articuler les politiques éducatives communales et les politiques éducatives intercommunales avec les politiques publiques départementales, régionales et nationales.

ENCOURAGER L'ENGAGEMENT ET MOBILISER LES CITOYEN.NES, LES PARENTS, LES ACTEURS LOCAUX DANS L'ACTION ÉDUCATIVE

- 5 **Les Francas constatent** qu'en matière d'éducation et d'enfance, la place accordée aux professionnel.les et aux expert.es occulte souvent l'analyse des citoyen.nes. Ces questions d'intérêt général ne sont pas suffisamment posées et partagées dans le débat public. Une grande diversité de personnes est concernée par l'action éducative (parents, enseignant.es, animateurs, éducateurs.trices, intervenant.es, travailleurs sociaux, élu.es, etc.) dont certain.es impliqué.es à différents titres (bénévoles, volontaires, professionnel.les).
- 10 Pourtant, les initiatives éducatives recourant à l'engagement des citoyen.nes restent trop souvent et trop exclusivement centrées sur les questions scolaires et parascolaires. Même en ce qui concerne l'école, l'engagement pour la promotion de l'école publique s'affaiblit. Les causes d'engagement ont évolué ainsi que les formes de l'engagement (plus ciblé, plus ponctuel, plus volatil).
- 15 Le débat sur l'enfance et l'éducation dans notre pays suscite des postures prosélytes et radicalisées. Les Francas sont vigilants face aux tentatives d'instrumentalisation des enfants au nom de visions partisans d'adultes comme l'ont montré plusieurs mobilisations citoyennes au nom d'un usage abusif de la notion d'« intérêt supérieur de l'enfant ».
- 20 Ce qui met en mouvement les acteurs éducatifs, c'est leur préoccupation commune de l'avenir des enfants et de leur réussite. Leur contribution et leur engagement éducatifs sont pourtant fréquemment contestés :
- les parents et les familles ne sont pas suffisamment considérés comme des membres de la communauté éducative
 - 25 - les enseignant.es sont confronté.es aux aspirations et aux inquiétudes de la société
 - les professionnel.les de l'animation sont en quête d'une reconnaissance de leur contribution éducative
 - les jeunes engagés dans l'action éducative par l'animation volontaire ne sont pas toujours légitimés dans l'environnement éducatif.
- 30 L'évolution des besoins sociaux, éducatifs et culturels des enfants et des adolescent.es suppose d'interroger régulièrement les compétences nécessaires aux acteurs de la communauté éducative pour agir et intervenir ensemble. Mais le cloisonnement des filières de formation et celui des pratiques des professionnel.les de l'enfance, de l'éducation et de l'animation constituent un frein. La formation continue de ces mêmes acteurs reste
- 35 insuffisamment mobilisée au regard des évolutions à l'œuvre. La généralisation progressive des politiques éducatives locales génère des besoins croissants de professionnalisation du secteur de l'action socio-éducative, à différents niveaux de responsabilité (animation, coordination et direction).
- 40 Les Francas considèrent que c'est au plan local que l'engagement prend du sens. C'est donc à ce niveau que la structuration de la mobilisation de l'ensemble des acteurs doit s'organiser. Les associations, espaces d'engagement, actrices de la société civile, sont des partenaires incontournables des pouvoirs publics dans l'animation des dynamiques locales
- 45 et constituent de véritables espaces d'innovation. Les équilibres restent néanmoins à trouver entre action publique et initiatives associatives et citoyennes, afin de permettre aux citoyen.nes de disposer de réels espaces à investir.
- 50 **Les Francas affirment** que l'engagement est nécessairement volontaire et qu'il s'apprend. Il implique une liberté d'expression et d'action. Les Francas agissent pour mettre en place des processus éducatifs à l'engagement et pour faire de l'engagement un processus formatif continu - dès l'enfance - pour développer chez chacun.e l'intérêt à prendre part à sa propre vie avec les autres. Ils promeuvent la valorisation et la reconnaissance de l'action bénévole.
- 55 **Les Francas promeuvent une plus large mobilisation des** citoyen.nes sur les conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es et les questions d'éducation

qui en découlent. Il est pour cela essentiel de donner du pouvoir d'agir aux citoyen.nes, qui doivent pouvoir contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de nouvelles réponses au regard de l'évolution des besoins éducatifs, sociaux et culturels. Il faut reconnaître leur expertise d'usage (acquise par l'action et la réflexion) et leur donner les moyens de s'impliquer, d'innover, de s'engager dans l'action éducative.

Les Francas appellent à ce que se multiplient les espaces de mobilisation des citoyen.nes autour des questions d'enfance et d'éducation et revendiquent que ceux existant s'emparent davantage de ces questions.

Les Francas affirment que les parents et les familles, coéducateurs, ont toute légitimité à s'impliquer dans les espaces scolaires ou des temps de loisirs et à prendre part à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs projets. Il revient aux institutions éducatives et à leurs acteurs de créer les conditions pour les associer le plus largement possible.

Les Francas font valoir le fait que l'animation est un espace d'engagement aux formes multiples pour les jeunes (engagement éducatif, volontariat de service civique, formation...), aux côtés de l'action des professionnel.les. Elle offre en effet aux jeunes des possibilités de développer des compétences qui leur sont utiles dans un cadre professionnel, mais également sociales et citoyennes. Par leurs interventions, les jeunes contribuent à l'épanouissement des enfants et participent ainsi à la construction de la société de demain. À ce titre, **les Francas revendiquent** la reconnaissance de l'engagement éducatif dans les accueils collectifs de mineurs par les pouvoirs publics.

Les Francas promeuvent la qualification des intervenants éducatifs comme un levier de développement de la qualité de l'action éducative locale, comme un facteur d'émancipation et de promotion individuelle dans une logique d'éducation tout au long de la vie et comme une condition nécessaire à l'engagement.

Les Francas promeuvent les parcours de formation concourant à un engagement volontaire et bénévole dans l'action éducative locale. Ils agissent pour que le Bafa et le Bafd constituent une formation permettant d'encadrer à titre non professionnelle de façon occasionnelle des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs dans le cadre d'un engagement social et citoyen et d'une mission éducative. Ils revendiquent le développement des moyens pour la formation des bénévoles et des citoyens concourant à l'action éducative locale.

Les Francas promeuvent la structuration de l'emploi, des métiers et de la formation professionnelle dans le secteur de l'animation. Ils revendiquent la création d'une filière de la formation initiale relevant du service public ainsi que le rattachement de l'animation socioéducative aux métiers de l'éducation. Ils appellent à une politique et des moyens de formation professionnelle continue dans le domaine éducatif en direction de toutes les catégories d'acteurs, tout au long de la vie, au nom du droit à l'apprentissage de tous les adultes. Ils agissent pour le développement d'un espace commun à tous les métiers de l'éducation, avec des équipes de formateurs et formatrices mixtes (universitaires, enseignant.es, animateurs, éducateurs.trices, etc.).

Parce qu'une action éducative de qualité suppose pour les encadrants une approche décloisonnée, des relations de long terme et des temps de préparation, de concertation, d'évaluation et de formation partagés, **les Francas revendiquent** que ces temps soient pleinement intégrés au plan de charge de chaque intervenant éducatif et reconnus par les politiques éducatives.

Pour encourager l'engagement et mobiliser des citoyens et mobiliser les acteurs éducatifs, les Francas formulent cinq priorités pour l'action éducative locale :

- 5 - Développer des espaces de débat et de participation démocratiques sur les questions d'enfance et d'éducation
- Associer les parents à l'action éducative et aux projets des espaces éducatifs
- Créer les conditions de l'engagement des jeunes et agir pour sa reconnaissance et sa valorisation
- 10 - Investir dans la formation des acteurs socioéducatifs professionnels et les formations partagées pluriacteurs.
- Soutenir et développer la formation des bénévoles.

III. UNE STRATÉGIE FÉDÉRALE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

QU'EST-CE QUE LA STRATÉGIE FÉDÉRALE 2020-2025 DES FRANCAS ?

5 **Quelle est l'ambition de la stratégie fédérale ?**

Une stratégie est une démarche globale d'action et d'organisation élaborée collectivement en référence à des valeurs. Cette démarche globale favorise le développement d'un projet et permet d'atteindre des objectifs fixés en amont et évaluables.

10 La stratégie fédérale des Francas est une feuille de route partagée entre les membres de la fédération. Elle précise, à partir des contextes tant internes qu'externes, les actions à conduire et les principes, postures et modalités organisationnels, fonctionnels, économiques à mettre en œuvre pour conduire ces actions au-delà des textes de référence existants : statuts, règlements intérieurs et charte de fonctionnement.

15 La stratégie fédérale structure l'action des trois niveaux de l'ensemble fédéral¹⁰ - associations départementales, unions régionales et fédération nationale - vers le local. C'est-à-dire :

- avec le local, avec les adhérents collectifs et les partenaires, avec les espaces et les acteurs et actrices éducatifs, avec les collectivités locales, avec les militant.es Francas qui agissent sur les territoires
- 20 • au local, directement avec les enfants et les adolescent.es, avec les jeunes, avec les parents, avec les citoyen.nes
- pour le local, en représentant les adhérents collectifs, en influençant les politiques publiques territoriales ou nationales.

25 Elle permet la mise en actions de nos idées, de notre projet, de nos propositions à tous les échelons territoriaux. Elle garantit la cohérence de l'action de l'ensemble fédéral à chaque échelle de territoire.

La stratégie fédérale est, pour chaque entité Francas, un repère pour l'action pour les 5 années à venir. Elle est déclinée, au regard des réalités territoriales, en stratégie départementale par chaque association départementale, en stratégie nationale par la

30 fédération nationale et en projet régional de développement et de coopération dans chaque unité régionale. Elle permet à chaque échelon Francas de se doter de priorités, d'outils, de principes, de méthodologies pour agir en lien à son contexte territorial.

La stratégie fédérale est pilotée par l'ensemble fédéral. Elle précise les modalités de ce pilotage qui ont pour fondement la coopération et la responsabilité tant individuelle que

35 fédérale de chacune des entités.

À qui s'adresse la stratégie fédérale ?

La stratégie fédérale est fédérative et militante. Elle constitue le ciment de l'ensemble fédéral Francas. Elle structure l'action du Mouvement c'est-à-dire des militant.es qui s'engagent

40 pour conduire le projet, l'alimenter, le diffuser, le faire vivre à chaque échelle territoriale.

La stratégie fédérale 2020-2025 s'adresse aux cadres militants, bénévoles et permanents, de la Fédération et du Mouvement qui agissent sur le plan local, départemental, régional et national et en Europe et dans le monde.

45 **Des échelles territoriales d'initiatives**

La stratégie fédérale spécifie l'échelle de territoire la plus pertinente à laquelle une initiative doit être prise dans les 5 ans. Cela n'implique pas que c'est au niveau Francas présent à cette échelle de territoire de prendre l'initiative. Cette dernière peut être prise en coopération avec une autre entité Francas. L'échelle nationale désigne ce que la Fédération nationale

50 doit faire dans son environnement national ; l'échelle fédérale ce que la Fédération nationale doit entreprendre avec l'ensemble fédéral.

¹⁰ Charte de fonctionnement – 2.4 - L'expression « ensemble fédéral », défini comme un système d'organisation, désigne la totalité des personnes morales dont les statuts et la dénomination « Francas » sont soumis à un agrément et/ou à une autorisation de la Fédération nationale des Francas.

AXE 1 : RENFORCER LES CAPACITÉS D'INFLUENCE DES FRANCAS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE SUR LES PROJETS ÉDUCATIFS ET SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- 5 Les Francas sont un mouvement d'influence. Cette influence se fait par la diffusion d'idées et de pratiques qui s'opère par la mobilisation et la mise en action de femmes et d'hommes à chaque échelle de territoire.
- 10 Les Francas gardent à chaque échelle de territoire une capacité d'influence des projets éducatifs et des politiques publiques éducatives. Cependant, cette capacité d'influence tend à s'estomper dans un environnement politique et éducatif qui se complexifie et où de nombreux nouveaux acteurs ont fait leur apparition, notamment marchands ou liés à la nouvelle organisation de la sphère publique. De plus, les relais d'influence ou le temps consacré à créer de l'influence se sont parfois fortement réduits dans certaines associations départementales.
- 15 Dans les 5 années à venir, l'ensemble fédéral Francas va agir pour renforcer ses capacités d'influence sur les projets éducatifs et sur les politiques publiques en poursuivant 5 objectifs :

Objectif 1.1 : Animer du débat et de l'action politiques, éducatifs et pédagogiques à chaque échelle de territoire

- 20 Les Francas, par leurs activités et avec leurs adhérents collectifs, mobilisent chaque année de nombreuses personnes aux statuts et aux fonctions très différentes. Cependant, cette mobilisation est parfois trop ponctuelle et doit pouvoir s'inscrire dans une démarche ou une stratégie de plus long terme. Plusieurs raisons sont invoquées pour expliquer ce constat : les espaces d'engagement dans une réflexion ou dans l'action sont trop peu nombreux, trop
- 25 éloignés de leur territoire d'action, il est complexe de recueillir les intérêts des personnes qui se mobilisent, leur recherche d'engagement ou d'implication de proximité.
- Les Francas ont pour ambition de mobiliser des décideurs et des acteurs et actrices de l'éducation, des parents, des jeunes, des enfants et des adolescent.es, des citoyen.nes, pour contribuer à la mise en œuvre d'une action éducative émancipatrice transformatrice des
- 30 conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es. L'action éducative se structure autour de projets éducatifs et de politiques publiques pour l'éducation.

Dans les 5 ans, les Francas prendront les initiatives suivantes

À l'échelle départementale

- 35
- Accompagner le déploiement de comités locaux pour l'éducation notamment sur les territoires d'implantation mais également sur les territoires où les pouvoirs publics locaux désinvestissent les questions d'enfance et d'éducation. « L'éducation c'est l'affaire de tous et toutes »
 - Agir avec les adhérents collectifs et des partenaires pour mobiliser des parents autour des espaces éducatifs et notamment avec les familles des enfants qui fréquentent des
 - 40 structures gérées et animées par les Francas
 - Poursuivre notre engagement dans le développement de projet locaux d'éducation en s'appuyant sur les dispositifs publics.

Aux échelles départementale, régionale et nationale

- 45
- Observer, donner à lire, avec les enfants et les adolescent.es eux-mêmes, notamment au regard de la Convention internationale des droits de l'enfant, les évolutions des conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es et de l'action éducative locale et notamment de ses évolutions dans le temps de loisirs des enfants et des adolescent.es. S'en faire le porte-voix
 - 50 • S'exprimer et interpeller autant que nécessaire les pouvoirs publics, les acteurs de l'éducation, les citoyen.nes, et les jeunes en formation sur les conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es, la qualité des projets éducatifs et la pertinence des politiques publiques en matière d'éducation

- Organiser des rencontres de décideurs publics et associatifs, d'acteurs et actrices de l'éducation et de citoyen.nes et coordonner ces rencontres dans l'ensemble fédéral pour augmenter leur résonance nationale et internationale
 - Mener d'une part des campagnes d'interpellation des candidat.es aux échéances électorales 2020, 2021 et 2022 (municipales, départementales, régionales, sénatoriales, législatives, présidentielle), communiquer vers les élu.es les propositions des Francas pour influencer leurs programmes et leurs propositions et d'autre part expérimenter sur ces territoires des campagnes d'interpellation des citoyen.nes.
- 5
- À l'échelle fédérale
- Outiller pour mieux recenser les acteurs et actrices mobilisé.es et animer leur mobilisation continue sur des objets qui les intéressent
 - Produire et partager régulièrement un rapport sur les conditions de vie d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es en partenariat avec des organismes de recherche qualifiés.
- 10
- Promouvoir et défendre la convention pluriannuelle d'objectifs et la subvention
- 15

Repères pour l'action : l'expression politique et l'interpellation publique des Francas

L'expression politique des Francas se fonde sur leur projet. Elle émane de la partie 1, l'ambition générale qui affirme une exigence de société et de la partie 2, des orientations pour l'action éducative.

Chaque niveau de l'ensemble fédéral a un droit et un devoir d'expression politique dans un principe de subsidiarité. Chaque niveau peut réagir, s'exprimer, interpellier librement sur ce qui concerne son territoire d'action.

Une expression politique peut donner lieu à une interpellation publique, c'est-à-dire largement diffusée, ou à une interpellation privée, c'est-à-dire diffusée vers le responsable politique à qui elle s'adresse prioritairement.

Objectif 1.2 : Agir dans des alliances pour créer les conditions de la mise en œuvre de projets associatifs laïques d'éducation populaire

20 Les Francas agissent pour que les associations laïques d'éducation populaire complémentaires de l'enseignement public puissent développer leur projet au plus près des publics qu'elles souhaitent concerner. Ainsi, ils ont été à l'origine d'alliances avec d'autres associations pour promouvoir et défendre la République laïque, le fait associatif, l'éducation populaire, la complémentarité à l'école, les vacances et les loisirs collectifs éducatifs et

25 laïques ou la spécificité des employeurs associatifs et influencer les politiques publiques traitant du principe laïque, du fait associatif, de l'éducation populaire, de l'enseignement public ou de la fonction employeur. Les Francas réaffirment leur engagement à agir directement ou indirectement dans ces six champs au travers de collectifs ad hoc : Mouvement associatif, CNAJEP-CRAJEP, CAPE, JPA, CNEA.

30 Des initiatives se prennent à chaque échelle de territoire avec des associations qui ne sont pas dans les cercles de proximité des Francas, telles que les associations familiales, de solidarité ou médico-sociales.

En 2022 se tiendront les élections présidentielles et législatives. Pour influencer les programmes des candidat.es à ces élections, les Francas rechercheront à créer les

35 conditions d'une alliance large de la société civile organisée sur les questions d'enfance et d'action éducative.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

Aux échelles départementale et nationale

- Agir au côté de l'ANACEJ pour développer les conseils d'enfants, d'adolescent.es et de jeunes

Aux échelles départementale, régionale et nationale

- Agir avec des associations spécialisées pour s'inscrire plus fortement dans les politiques publiques de l'éducation
- Créer de nouvelles alliances ou consolider celles existantes pour que se développent dans les politiques publiques sectorielles un volet éducatif
- 5 • Agir au sein de la JPA et avec ses membres pour promouvoir et défendre l'ambition éducative des accueils collectifs de mineurs
- Entretenir des liens avec les associations de collectivités territoriales et d'élu.es pour une reconnaissance de l'action de l'éducation populaire.

Aux échelles régionale et nationale

- 10 • Agir au sein du CNAJEP-CRAJEP et avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire pour une reconnaissance de la compétence partagée « éducation populaire » et de sa mise en œuvre par les collectivités territoriales à travers des politiques publiques pour l'éducation populaire
- 15 • Agir au sein du CNEA et avec les employeurs associatifs de la branche de l'animation pour que se dessine une culture employeur spécifique
- Agir avec et vers le Mouvement associatif pour que l'action bénévole soit facilitée et permette une meilleure conciliation entre engagement et vie professionnelle.
- 20 • Agir au sein du CAPE et avec les associations laïques complémentaires de l'enseignement public pour une école publique sur tous les territoires, ouverte à tous et favorisant la réussite scolaire de tous.

Objectif 1.3 : Accompagner des laboratoires d'innovation éducative et pédagogique locaux en mobilisant des acteurs et des actrices pour expérimenter, éprouver et conceptualiser et la fédération pour capitaliser, produire et diffuser

25

Repères pour l'action : innovation éducative et pédagogique

30 L'innovation est un processus qui amène des acteurs et actrices à produire du nouveau, à introduire du neuf dans une situation déjà établie, dans un contexte donné. En matière d'action éducative, l'innovation est donc un processus qui appartient à chaque territoire, à chaque espace éducatif, à chaque système d'acteurs et d'actrices. L'innovation n'est pas ce qui chasse forcément l'ancien, mais ce qui y introduit du neuf pour qu'il soit plus en adéquation avec les besoins éducatifs, sociaux et culturels.

35 Pour les Francas l'innovation éducative et pédagogique se construit avec les enfants et les adolescent.es et les acteurs de l'éducation.

Des territoires, des espaces, des acteurs innovent en permanence en matière éducative et pédagogique. Certains sont initiateurs de projets inédits, de nouvelles pratiques qui répondent à des enjeux saillants.

40 Le rôle d'une fédération départementale comme nationale est de capitaliser et de diffuser les acquis et savoir-faire et de valoriser l'innovation. Cette valorisation passe par l'identification de la nouveauté et la mobilisation des acteurs et actrices de cette nouveauté pour l'expérimenter, l'éprouver, la conceptualiser.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

45 Au regard de leur perspective de société et des orientations pour l'action éducative locale, dans les 5 ans, les Francas souhaitent accompagner et mettre en œuvre l'innovation éducative et pédagogique.

À l'échelle départementale

- 50 • Favoriser les initiatives horizontales et les communautés de pratiques entre les territoires ou les espaces éducatifs volontaires

Aux échelles départementale et régionale

- Former les stagiaires de la formation professionnelle et celles et ceux des sessions Bafa-Bafd aux pratiques éducatives définies comme prioritaires dans les stratégies départementales.

À l'échelle fédérale

- 5 • Lancer une Fabrique Francas, processus visant à mobiliser des acteurs et actrices éducatifs et des partenaires à l'échelle locale, départementale ou régionale pour conceptualiser de nouveaux repères, de nouvelles pratiques et à produire de nouveaux supports et outils pédagogiques valorisables
- 10 • Structurer un centre fédéral de ressources éducatives et pédagogiques (bibliothèque numérique, groupes fédéraux d'animation et de production, entre autres)
- Rénover les publications fédérales (*Camaraderie*, *grandir !* et *agrandir !*) pour renforcer leur dimension de ressources éducatives et pédagogiques.

15 **Objectif 1.4 : Développer des formations d'influences des acteurs de l'éducation et des décideurs**

15 *Pour les Francas, et ce depuis l'origine, la formation est constitutive du mouvement, de son identité et de son projet. Pour les Francas, la formation est le vecteur de la transmission et du partage des valeurs, des conceptions, des pratiques et des démarches éducatives et pédagogiques. Espace privilégié d'expression du projet des Francas, la formation doit*
 20 *permettre à chaque individu de se situer dans le rôle qu'il souhaite assumer, de situer son rôle dans l'environnement éducatif. Au-delà des rôles auxquels elle prépare, la formation participe à la construction et à l'émancipation de l'individu. Espace de mobilisation, la formation ouvre aux individus des perspectives d'engagement vers d'autres rôles, vers d'autres engagements éducatifs, vers une perspective militante pour l'éducation. Espace de*
 25 *construction d'actions et de projets collectifs, la formation nourrit l'action éducative locale (...) et se nourrit de celle-ci, dans un rapport construit entre théorie et pratique. Extrait de la délibération de l'assemblée générale nationale n°5/2012 intitulée « La formation » :*

30 La formation est une compétence de la Fédération nationale des Francas¹¹. La Fédération nationale déconcentre le développement stratégique des activités de formation sur le plan régional ainsi que des moyens fédéraux pour diriger ce développement. Dans chaque unité régionale, l'union régionale des Francas assure la mise en œuvre opérationnelle et la gestion des activités de formation dans le respect des cadres législatifs et réglementaires et des règles internes à la Fédération nationale des Francas. Depuis 2015, ce développement stratégique se fait dans le cadre du projet régional de développement et de coopération et
 35 concerne l'ensemble des niveaux.

Après une croissance constante de la formation professionnelle, cette activité connaît un tassement du fait de la raréfaction des financements et de lois qui favorisent moins l'accès à la formation professionnelle pour les salarié.es. De plus, la formation professionnelle s'est
 40 fortement technicisée ces dernières années et les transferts de charges se poursuivent des services publics vers les organismes de formation. Enfin, en 2020, un Bac Pro « Animation » verra le jour. La loi sur la fonction publique va avoir des incidences sur la formation des agents publics territoriaux et l'organisation du CNFPT. Enfin, il faut souligner l'enjeu de la formation des enseignant.es et de s'adresser par la formation aux enseignant.es.

45 Le nombre de jeunes s'inscrivant dans un parcours de formation Bafa ou Bafd est en baisse depuis 2 ans et concerne la majorité des organismes de formation. Elle semble montrer un désintérêt des jeunes pour cet engagement. Cependant cette baisse est plus conséquente et plus ancienne aux Francas. Les Francas, malgré quelques sursauts, peinent à enrayer la chute. Cette chute peut s'expliquer parfois, en fonction des situations territoriales par :

- 50 - des stagiaires qui ne s'inscrivent plus - ou moins - dans les formations Francas, en raison d'une moindre qualité pédagogique ou organisationnelle
- un désengagement ou la démobilisation de certaines associations départementales dans la promotion et la mobilisation sur cette activité

¹¹ Compétence réaffirmée dans le projet « Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! »

- le manque d'équipes d'encadrement et notamment de responsables de stages
- les situations de concurrence.

La concurrence des prix s'est aussi exacerbée sur cette activité qui s'est transformée en un marché. La Fédération nationale s'est dotée d'un portail d'inscription en ligne qui commence à produire ses effets.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Inscrire la formation aux métiers de l'animation et à l'animation volontaire dans les stratégies départementales via la relation aux personnes morales porteuses de projets éducatifs et la relation aux employeurs, en prenant une double entrée : valorisation des métiers et des formations, promotion des formations dispensées aux Francas.

À l'échelle régionale

- Intégrer les priorités départementales dans les contenus des formations aux métiers de l'animation et à l'animation volontaire
- Développer la formation des cadres de la fonction publique territoriale et diffuser les pratiques
- Dégager des moyens afin d'assurer la qualité des formations Bafa-Bafd dans la conception des équipes, la préparation des stages, la communication et l'organisation matérielle
- Développer une offre de formation professionnelle de qualité, diplômante et continue, aux métiers de l'animation de proximité et à distance sur toute la filière JEPS et sur toutes les missions : direction et développement stratégique, coordination de projet, responsabilité-direction d'espaces éducatifs, animation
- Investir dans la formation initiale aux métiers de l'animation et de l'éducation, notamment par l'apprentissage.

À l'échelle fédérale

- Coordonner une nouvelle communication BAFA-BAFD
- Investir dans le développement de la qualité des formations Bafa-Bafd, notamment en investissant dans la formation des responsables de stages
- Mettre en place une cellule de veille sur l'évolution de la formation professionnelle et des organismes de formation
- S'outiller pour développer la formation à distance
- S'outiller pour agir plus fortement dans la formation initiale et continue des enseignants.
- Expérimenter avec des organismes agréés la mise en œuvre de formations des décideurs publics locaux .

Objectif 1.5 : Agir avec les sociétés civiles organisées en Europe et dans le monde pour l'enfance et l'éducation

Les Francas ont toujours eu une action de coopération avec des organisations de la société civile, notamment en Europe et en Afrique. Ils ont été à l'initiative en 1983 de la création de la Fédération internationale d'échanges d'enfants et d'adolescents (FIEEA).

En Europe

Les Francas comptent de nombreux partenaires en Allemagne, Belgique, Espagne, Hongrie, Italie, Portugal, Slovénie, République Tchèque, et des contacts en Russie, au Danemark, en Finlande, au Royaume-Uni... Ces partenariats à l'origine essentiellement centrés sur la réalisation d'échanges d'enfants, d'adolescent.es, de jeunes ou d'acteurs et actrices de jeunesse tendent à diversifier les propositions éducatives, à se tourner vers le partage des enjeux éducatifs en Europe, à inscrire la dimension européenne comme transversale dans les différentes pratiques, espaces et temps éducatifs.

L'Union européenne est indirectement partie prenante des politiques publiques éducatives et de jeunesse. Dans la perspective de son programme 2021-2027, elle a affirmé sa volonté de faire de l'Europe un espace d'éducation, s'est dotée d'une stratégie européenne de la

jeunesse et a posé les prémisses d'une garantie enfance. De plus, le budget d'Erasmus+ sera triplé pour cette période par rapport à la période précédente et la jeunesse davantage prise en compte dans d'autres programmes structurels.

Dans le monde

- 5 Ces 10 dernières années, les Francas ont contribué, par des militant.es engagé.es, à renforcer les sociétés civiles organisées notamment en Afrique de l'Ouest, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Haïti, au Cameroun, en Guinée, au Mali, au Bénin, au Sénégal et en Colombie. Trois sortes d'actions ont été menées : la structuration de jumelages éducatifs territoriaux, le soutien à l'organisation et au plaidoyer des sociétés civiles pour que se
- 10 renforcent par l'action et la formation l'action éducative sur le temps libre des enfants et des adolescent.es et l'action humanitaire pour garantir la réponse aux besoins premiers des enfants. Ces actions ont été menées dans une logique de réciprocité, c'est-à-dire une logique qui considère que ce que je fais là-bas renforce ce que je fais ici et que ce que font les acteurs là-bas enrichit les acteurs ici.
- 15 Solidarité laïque, union des organisations laïques pour la solidarité dans le monde, soutient les actions menées par les Francas dans le monde et les Francas sont actifs dans la gouvernance de Solidarité laïque. Les Francas affirment que leur plateforme première d'action pour la solidarité et la coopération internationales est Solidarité laïque. Ils agissent, conformément à la vocation de Solidarité laïque pour que celle-ci soutienne plus fortement
- 20 les organisations de la société civile intervenant dans les loisirs éducatifs, ici et là-bas. En France, une loi d'orientation et de programmation pour la solidarité internationale et le développement est en cours d'élaboration. Les engagements présidentiels sont de consacrer 0,55% du PIB à la solidarité et au développement. Si ces engagements sont tenus, le soutien aux ONG et les capacités de coopération décentralisée des collectivités locales
- 25 seront accrus. De plus, la diversité des formes de volontariat facilite pour une part le développement de missions à l'international.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle fédérale

- 30
- Identifier et investir une plateforme européenne d'action sur les questions d'enfance et d'éducation
 - Structurer, seul ou avec d'autres, un réseau des sociétés civiles organisées agissant pour une action éducative sur le temps de loisirs des enfants, des adolescent.es et des jeunes, organiser ou participer à des formations croisées entre des responsables
- 35
- Contribuer à l'organisation d'une rencontre internationale d'enfants et d'adolescents
 - Développer les capacités d'action des Francas dans la coopération et la solidarité internationales avec Solidarité laïque et, si nécessaire, avec d'autres plateformes de la société civile
- 40
- Agir avec nos partenaires européens pour ouvrir les actions d'éducation non formelles au sein du programme Erasmus + aux moins de 13 ans.

À l'échelle régionale

- 45
- Intégrer des réseaux d'acteurs de la société civile sur les questions de solidarité internationale d'éducation à la solidarité et au développement, de mobilité.

AXE 2 : ÊTRE ET FAIRE MOUVEMENT À CHAQUE ÉCHELLE DE TERRITOIRE

Le Mouvement Francas est l'entité dynamique qui observe, analyse, confronte les idées et les pratiques relatives à l'enfance et à l'éducation, en fait émerger de nouvelles, les expérimente, les évalue et surtout les fait véhiculer par des acteurs et actrices engagés. C'est par le Mouvement que s'exprime la démarche d'éducation populaire des Francas.

Les Francas sont un mouvement d'éducation. Ils sont donc un mouvement à la fois politique, éducatif et pédagogique.

Politique : parce qu'ils portent, à partir d'une perspective de société, une analyse continue des conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es et visent par leur action à transformer ces conditions parce qu'ils recherchent continûment à influencer, à contribuer à enrichir les politiques publiques en matière d'éducation

parce qu'ils agissent dans la cité avec ses acteurs et au premier titre les enfants et les adolescent.es.

Éducatif : parce qu'ils structurent leur action à partir des besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des adolescent.es et agissent avec les territoires, les espaces et les acteurs éducatifs, les parents, le citoyens.nes et les enfants et les adolescent.es pour mettre en œuvre une action éducative qui y réponde Parce qu'ils conceptualisent et sont promoteurs de la coéducation

parce qu'ils innovent en permanence dans l'accueil éducatif des enfants et des adolescent.es sur leurs temps de loisirs, notamment par le centre de loisirs éducatif et de nouveaux espaces éducatifs

parce qu'ils forment des acteurs et actrices éducatifs.

Pédagogique : parce qu'ils agissent au quotidien avec les enfants et les adolescent.es sur leurs territoires de vie en leur ouvrant des espaces, en leur proposant des projets, en les accompagnant dans leurs initiatives d'enfants et d'adolescent.es et les rendent acteurs et actrices

parce qu'ils expérimentent, éprouvent et diffusent des démarches pédagogiques dans les espaces éducatifs.

Le mouvement Francas constate depuis quelques années son affaiblissement quant à sa capacité collective à porter le projet vers les territoires, vers les pouvoirs publics, dans les espaces affinitaires ou vers les espaces éducatifs. Du point de vue quantitatif, cet affaiblissement a pour conséquence une sollicitation de plus en plus forte des militant.es et, souvent, un épuisement de ceux-ci. Du point de vue qualitatif, les Francas constatent une animation trop faible de cette question à chaque échelle de territoire, un investissement économique presque inexistant pour faire Mouvement et une force d'entraînement du Mouvement pas assez nombreuse, soutenue et disponible pour animer cette question. Par ailleurs, de nouvelles formes d'engagement prises par les citoyen.nes, ont peu de prise sur notre Mouvement.

Cet affaiblissement a de plus des incidences sur la capacité de la Fédération à renouveler ses cadres, permanent.es et bénévoles, sur l'économie des Francas qui devrait s'appuyer avant tout sur sa force militante et sur la pérennisation des savoir-faire.

L'animation du mouvement est une question de posture, d'attention et de temps dédiés et ce à tous les niveaux de la Fédération. C'est aussi une question d'économie à y consacrer. Notre organisation semble avoir faibli sur ces points.

Dans les 5 ans, les Francas se fixent pour ambition de reconstituer une force militante plus nombreuse du local au national et, pour ce faire, ils poursuivent 4 objectifs :

Objectif 2.1 : Ranimer la réflexion, le débat et l'action politiques, éducatifs et pédagogiques au sein du Mouvement

L'engagement militant, que la convivialité et le plaisir favorisent, se concrétise et perdure sur des idées et dans l'action. À ce titre, les Francas sont porteurs d'idées et de conceptions de

l'enfant, de l'enfance, des enfants, de l'éducation et de l'action éducative locale. Ils sont porteurs et promoteurs de méthodologies et de pratiques. Cependant, ils constatent que les espaces militants font une faible place au partage de ces idées, de ces conceptions, de ces méthodologies et de ces pratiques.

5

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Renforcer l'animation fédérale du débat sur des questions politiques, éducatives et pédagogiques.

Aux échelles départementale et régionale

- Développer des collectifs militants ou des réseaux Francas de réflexion et d'action politique, éducatif ou pédagogique territorialisé ou départemental, au-delà des instances statutaires
- Accompagner les militant.es bénévoles dans la construction de leurs espaces d'engagement
- Accompagner les parcours d'engagement, notamment en favorisant les expérimentations, initiatives et innovations et en portant de l'attention aux différentes individualités, aspirations et parcours antérieurs.

15

À l'échelle fédérale

- Instituer 4 commissions fédérales « Projet local d'éducation – politiques publiques d'éducation », « Centre de loisirs éducatif - Espaces éducatifs », « Conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es » et « Pédagogie – pratiques éducatives ». Ces commissions sont composées d'acteurs du mouvement du local au national. Elles sont notamment chargées d'assurer une veille continue des évolutions de l'action éducative, d'ouvrir de nouveaux champs de réflexion politiques, éducatifs et pédagogiques, d'identifier les ressources produites et à produire en termes de repères pour réfléchir et pour agir
- Élaborer un socle éducatif et pédagogique commun, le projet éducatif des Francas
- Prendre des initiatives pour capitaliser l'histoire et la mémoire du mouvement Francas.

20

25

30

Objectif 2.2 : Qualifier des militant.es, bénévoles et permanent.es, de l'enfance et de l'éducation

Être et devenir militant.e de l'éducation populaire, c'est comprendre le contexte politique, social, économique, culturel dans lequel on agit et s'y situer, c'est-à-dire expliciter le rôle que l'on va, ou veut y prendre. C'est affirmer des idées et maîtriser des méthodologies, des pratiques pour agir et contribuer à transformer la réalité. C'est avoir des utopies. C'est avoir des ambitions. C'est avoir des responsabilités. C'est aussi se sentir légitime à représenter un projet et une organisation. Tout cela s'apprend, se mature très progressivement dans un processus long que les Francas doivent plus fortement accompagner.

35

40

Le Mouvement Francas est constitué de femmes et d'hommes de tous les âges qui pensent et agissent pour l'éducation. Elles et ils analysent les conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et recherchent à les transformer, pour et avec eux, et avec les acteurs, par l'action éducative.

45

Qualifier des militant.es bénévoles et permanent.es doit permettre de renforcer la base militante du mouvement. Elle doit pouvoir aussi susciter d'autres engagements, et notamment des engagements politiques.

Pour qualifier des militant.es des Francas, il est nécessaire de s'adresser à une base militante plus large, celle des potentiel.es militant.es de l'enfance et de l'éducation et d'investir dans leur formation politique et militante.

50

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Inscrire plus fortement la dimension « animation du Mouvement » dans les missions des permanent.es territoriaux.

Aux échelles départementale, régionale et nationale

- Structurer un parcours individualisé d'engagement au sein des Francas à destination de tout.e nouveau ou nouvelle militant.e, dont les jeunes volontaires
- Déployer des dynamiques d'université populaire de l'éducation, espace d'échanges et de transmission d'idées et de méthodologie pour agir pour l'enfance et l'éducation.

À l'échelle régionale

- Élaborer un plan de formation des militant.es bénévoles dans le cadre du PRDC.

À l'échelle fédérale

- Structurer seul ou avec d'autres associations d'éducation populaire une « école des cadres » qui permette de former les cadres permanents et bénévoles des Francas, praticien.nes expert.es de l'éducation populaire.
- Élaborer un plan de formation des militant.es bénévoles et permanent.es créant les conditions d'appropriation du projet pour développer un sentiment d'appartenance au Mouvement

Objectif 2.3 : Proposer une plus grande diversité d'espaces d'engagement

Plusieurs constats sont régulièrement faits : le nombre réduit d'espaces d'engagement proposés dans le Mouvement (formateurs et formatrices Bafa-Bafd, élu.es au comité directeur des associations départementales) et la difficulté à en proposer d'autres, la perte de sens par des militant.es de leur engagement, les freins rencontrés par les militant.es pour construire leurs propres espaces d'engagement.

Pour enrichir l'action éducative locale et nourrir le projet des Francas, le Mouvement Francas doit être divers. Il doit réunir des personnes aux statuts, aux missions, aux parcours, aux responsabilités multiples.

Extrait de la Charte de fonctionnement : *« il convient de préciser les formes d'organisation qui assurent la reconnaissance de chaque adhérent individuel et autant que nécessaire la pérennité des actions auxquelles il participe. En conséquence, le comité directeur départemental doit retenir différentes formes de structuration du mouvement au plan local : création de groupes locaux, d'équipes locales, désignation de militants responsables de secteurs géographiques... et différents objets de mobilisation. »*

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale :

- Développer des démarches d'engagement des jeunes avant 17 ans dans l'action éducative au plus près du local
- Identifier et accompagner dans chaque territoire communal ou intercommunal pertinent, un.e correspondant.e local.e « Francas », qui pourrait prendre des missions de relais de veille, d'information, d'influence et d'action des Francas et sentinelle des conditions de vie des enfants au plus près du territoire.

À l'échelle régionale

- Promouvoir et valoriser les engagements militants dans la formation professionnelle et la formation Bafa-Bafd
- Proposer une formation continue aux acteurs et actrices des formations Francas.

À l'échelle fédérale

- Multiplier les espaces de mobilité et d'engagement en Europe et dans la coopération internationale
- Ouvrir des espaces d'engagement thématiques
- Travailler à un dispositif Francas de valorisation des engagements militants en s'appuyant sur des dispositifs institutionnels existants
- Déployer un chantier favorisant la mobilisation et l'accueil des personnels de l'Éducation nationale au sein du Mouvement Francas.

Objectif 2.4 : Développer les moyens d'entraînement du Mouvement Francas

Depuis 2001, l'animation du Mouvement est une responsabilité partagée entre les associations départementales et la délégation. Cependant, la délégation est la force historique d'entraînement du Mouvement Francas, force d'entraînement entendue comme la force d'animation, la force de formation, la force d'accompagnement. En 2009, les Francas mettaient fin à la délégation au développement départemental ce qui a eu pour conséquence de transférer une large part de l'animation du Mouvement à l'échelle départementale aux président.es des associations départementales, en plus de la responsabilité d'animer et de garantir la fédération. De plus, cette fin a entraîné des pertes de savoir-faire dans l'entraînement du Mouvement.

Même si la charte de fonctionnement consacre une part de responsabilité des personnels directeurs/coordonateurs des activités des associations départementales dans l'animation du Mouvement¹² ; en fonction du rôle, des responsabilités et des priorités confiés par leur associations départementales, leur histoire dans le Mouvement ou leur culture professionnelle, cette part consacrée à l'animation et à la structuration du Mouvement a été variable selon les départements et les unités régionales.

D'un point de vue économique, force est de constater qu'une très faible partie de l'économie des Francas est consacrée à l'animation du Mouvement. L'économie produite et dégagée par l'ensemble fédéral est de plus en plus réinvestie dans les secteurs et les activités de production marchande eux-mêmes, moins sur les activités non marchandes.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale, régionale et nationale

- Structurer d'une part une économie d'animation du Mouvement et renforcer d'autre part notre culture d'animation du Mouvement.

À l'échelle fédérale

- Structurer une délégation permanente et non permanente, force d'entraînement du Mouvement
- Créer un organe d'information politique, éducatif et pédagogique « Mouvement »
- Développer une application numérique facilitant le processus d'adhésion au projet des Francas.

¹² Extrait de la Charte de fonctionnement : « les associations départementales et la Fédération nationale entendent que l'efficacité opérationnelle comme la cohérence des actions et interventions du Mouvement soient toujours assurées. C'est ainsi qu'elles conviennent que s'agissant des personnels directeurs/coordonateurs des activités des associations départementales, une part de leur rôle doit être communément consacrée aux nécessités de coordination générale du Mouvement entre ses différents échelons. »

AXE 3 : ÊTRE ET FAIRE FÉDÉRATION AVEC LE LOCAL

- 5 L'action des Francas se situe au niveau local. Elle prend des formes diverses : fédérer les
organiseurs locaux d'activité, mobiliser les acteurs, agir directement. La relation des
Francas aux acteurs éducatifs locaux peut se traduire notamment par du conseil, de
l'accompagnement, de la formation des acteurs et actrices, de l'évaluation, de la promotion
et de la mise en œuvre de propositions éducatives, de l'animation de la réflexion, de la
diffusion de publications, de la gestion directe d'activités locales.
- 10 Les décisions de l'AGN de 2017 prises dans le cadre du chantier « être et faire fédération,
l'adhésion collective et les partenariats » ont transformé le cadre d'adhésion collective à la
Fédération nationale des Francas et précisé les trois niveaux de partenariats avec les
associations départementales. Aujourd'hui, les associations départementales fédèrent des
personnes morales juridiques. Elles fédèrent les collectivités territoriales et EPCI au titre de
leur projet local d'éducation d'une part et les associations locales, les établissements
scolaires, les comités d'entreprise, au titre de leur projet éducatif d'autre part. Être et faire
fédération avec les personnes morales adhérentes implique que chaque association
départementale soit en mesure d'accompagner le développement de projets locaux
d'éducation et de projets éducatifs.
- 20 Les associations départementales ont la responsabilité de mettre en réseau ces espaces
éducatifs et leurs acteurs et actrices. Les Francas souhaitent aussi influencer les projets des
espaces éducatifs et notamment ceux des centres de loisirs éducatifs.

25 Dans les 5 ans, les Francas vont poursuivre les 5 objectifs stratégiques suivants :

Objectif 3.1 : Consolider notre action avec les pouvoirs publics à chaque échelle de territoire

- 30 Les Francas sont une Fédération et un Mouvement reconnu d'utilité publique et agissant
pour l'intérêt général. Dans chaque département, dans chaque région et au niveau national,
les Francas constituent des têtes de réseaux de la vie associative.
- 35 Les partenariats structurels de la Fédération nationale sont avec le ministère de l'Éducation
nationale et de la Jeunesse et la Caisse nationale des allocations familiales. Ces
partenariats structurels permettent aux Francas d'agir à chaque niveau territorial au plus
près du local. De plus, la Fédération nationale des Francas est partenaire du ministère de la
Culture et du Commissariat général à l'égalité des territoires.
- 40 Au plan territorial, les associations départementales et les unions régionales développent
des partenariats avec les conseils départementaux, les caisses d'allocations familiales et les
DDCSPP, et les conseils régionaux et les DRJSCS. Plusieurs constats peuvent être posés :
- 1- La progression du niveau de partenariat avec les caisses d'allocations familiales
 - 2- La disparité des niveaux de partenariat avec les institutions départementales comme
régionales entre les associations départementales et entre les unions régionales
 - 3- La baisse globale des subventions des conseils départementaux et des conseils
régionaux
 - 4- Des partenariats essentiellement développés avec les services « jeunesse » ou « vie
associative » des conseils départementaux et régionaux.
- 45 Les services déconcentrés de l'État évoluent. Par exemple, des Directions régionales
académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) vont être créées dès 2020, sous
l'autorité du recteur. Des directions départementales académiques à la jeunesse, à
l'engagement et aux sports vont sans doute voir le jour sous l'autorité du DSDEN. La
réorganisation des administrations centrales est annoncée pour 2021. Ces évolutions vont
avoir des incidences sur nos modes de relation aux services déconcentrés de l'État mais
aussi entre ces services et les territoires éducatifs.
- 50 Les métropoles sont des territoires qui visent à intégrer les compétences des différentes
échelles territoriales. Cette dynamique pourrait s'accroître dans les années à venir sur les

plus grandes métropoles. Elles sont aussi des territoires de projets structurants qui ont des incidences sur les conditions de vie, d'action et d'éducation des enfants et des adolescents. Enfin, les intercommunalités prennent une place croissante dans l'action éducative de la petite enfance à la jeunesse, souvent en se répartissant les compétences avec les communes. Des institutions comme la CAF poussent à une intercommunalisation de l'action éducative et sociale.

Dans les 5 ans, avec leurs adhérents collectifs et leurs partenaires locaux, les Francas doivent consolider leurs partenariats avec les pouvoirs publics. Cette consolidation passera par la coopération entre les niveaux pour aller chercher ensemble des financements qui irriguent l'action des Francas du local au national.

À l'échelle départementale

- Développer systématiquement les relations institutionnelles et d'animation de réseaux avec les DSDEN (volet éducation nationale et volet « jeunesse »), les CAF, les conseils départementaux
- Rechercher constamment avec les adhérents collectifs et les partenaires la traduction de ces relations institutionnelles en partenariats « tête de réseaux » et « projets ».

À l'échelle régionale

- Consolider les partenariats avec les conseils régionaux en créant les relations avec leurs différents services et en intégrant, en fonction des opportunités, les schémas régionaux de développement
- Conforter les partenariats avec les services de l'État en cultivant systématiquement les relations avec les DRAJES et les DRAC
- Intégrer un volet « stratégie de conquête des métropoles » et si besoin des intercommunalités dans les PRDC.

Aux échelles départementale et régionale

- Poursuivre et renforcer notre partenariat et notre complémentarité à l'école publique et l'action des adhérents collectifs, des associations départementales et des unions régionales, aux côtés de l'école, c'est-à-dire à côté, avec et dans l'école.

Aux échelles régionale et nationale

- Mobiliser des financements européens sur la formation professionnelle et les programmes « action éducative locale ».

À l'échelle nationale

- Développer de nouveaux partenariats avec des ministères ou des agences nationales pour soutenir le développement de programmes fédéraux.

À l'échelle fédérale

- Consolider, en associant plus fortement les personnes morales adhérentes, les partenariats structurels fédéraux avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et la Caisse nationale des allocations familiales
- Observer et donner à voir régulièrement l'évolution des financements publics à chaque échelle de territoire
- Outiller et animer le partage d'expériences pour aller à la rencontre des territoires intercommunaux et agir avec eux
- Développer un plan de mobilisation de personnels de l'Éducation nationale comme cadres permanents des associations départementales, des unions régionales et de la Fédération nationale.

Objectif 3.2 : Développer, avec nos adhérents collectifs et nos partenaires, des ingénieries et des actions labellisées

Les Francas ont développé, conceptualisé, seuls ou avec d'autres, de nombreuses actions ou démarches pour enrichir les projets locaux d'éducation ou les projets des espaces éducatifs.

Toutes ces actions ou démarches ont été accompagnées de la production d'ingénierie éducative et pédagogique, d'un logo et d'une charte de communication spécifique qui, pour une large part, les « labellisent ». Certaines se sont inscrites dans des dynamiques externes existantes, comme c'est le cas pour Graines de Philo avec la Chaire Unesco.

5 Dans un monde de communication, rendre lisibles et visibles ses propres actions demande de les labelliser. La labellisation des actions peut être une démarche normative basée sur le contrôle au regard de normes ou une démarche co-construite avec les acteurs eux-mêmes. Les Francas choisissent résolument cette dernière démarche qui permet de définir avec les territoires, espaces et acteurs et actrices éducatifs leur propre dynamique de progression à

10 partir d'objectifs partagés. Accompagner ces démarches de labellisation nécessite de travailler à la formation des cadres fédéraux permanents qui sont au quotidien en interlocution avec le local.

Une démarche de labellisation co-construite doit s'accompagner d'études sur les effets à court, moyen et long termes de la démarche entreprise. C'est une demande croissante des

15 acteurs et actrices et des institutions.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Poursuivre le développement ou déployer, en fonction des réalités territoriales, des actions labellisées : ATEC, Ados +, Graines de philo, Centre à ERE, etc.
- Accompagner le développement des séjours de loisirs pour favoriser le départ en vacances
- Amplifier la dynamique « 100 000 enfants et adolescent.es s'expriment et dialoguent » et développer les démarches de dialogue structuré, notamment dans le cadre des projets locaux d'éducation.

À l'échelle fédérale

- Observer l'activité des centres de loisirs éducatifs et poursuivre leur labellisation sur les 5 dimensions : écologique, numérique, démocratique, culturelle et sociale
- Élaborer une démarche permettant de rendre lisibles la conception et l'action des Francas en faveur de la petite enfance
- Développer des dynamiques internes d'habilitation et d'agrément des formateurs et formatrices et des animateurs et animatrices sur toutes les pratiques éducatives et l'accompagnement militant d'espaces éducatifs
- Travailler avec des espaces de recherche pour conduire des études sur les résultats mesurables des actions labellisées
- Former les salarié.es de l'ensemble fédéral aux compétences d'ingénierie éducative et pédagogique Francas afin de leur permettre d'accompagner les projets éducatifs
- Capitaliser et diffuser des démarches, supports et outils favorisant l'expression des enfants et des adolescent.es et le dialogue avec les décideurs et acteurs de l'éducation
- Se saisir de grands événements internationaux se déroulant en France pour développer de nouveaux labels.

Objectif 3.3 : Renforcer la dimension européenne et internationale, et la dimension interculturelle des projets éducatifs des adhérents collectifs et des projets pédagogiques des espaces éducatifs

45 Les Francas, par leurs adhérents collectifs, par leurs militant.es, par leurs associations départementales ou unions régionales, ont pris ces 5 dernières années de nombreuses initiatives pour :

- Faire de l'Europe et du monde le territoire de vie et d'action des enfants et des adolescent.es et de la citoyenneté européenne une composante des projets éducatifs

- Faire de la France et de ses territoires des territoires d'accueil ouverts sur le monde et ses réalités en contribuant par exemple à l'accueil des enfants et des jeunes en situation de migration.

5 Cependant, l'action des Francas reste encore à être développer et valoriser pour la rendre plus visible au regard des enjeux européens et internationaux et des enjeux d'éducation à la mobilité.

10 Des adhérents collectifs et des associations départementales agissent pour l'accueil des enfants et des adolescent.es en situation de migration. En référence à la Convention internationale des droits de l'enfant et pour un exerce effectif des droits de tous les enfants sur le territoire, les Francas doivent plus fortement se saisir de cette question. À court terme en mobilisant la Fédération et le Mouvement dans la mise en œuvre de démarches d'accueil, à plus long terme en développant des actions d'éducation à l'interculturel et à la solidarité.

15 De plus, bien qu'ils aient un fondement commun, l'éducation à l'interculturel dans une visée d'amitié entre les peuples, le développement de projets européens avec les enfants et les adolescent.es et le développement de projets de coopération internationale s'appuient sur des leviers très différents de développement au plan local. Les Francas doivent donc impulser des démarches particulières dans les trois domaines pour que des actions se déclinent dans les projets éducatifs.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Développer avec les adhérents collectifs, les partenaires et les institutions, des jumelages éducatifs territoriaux en Europe et dans le monde
- Agir avec nos adhérents et des associations spécialisées pour l'accueil des enfants en situation de migration.

À l'échelle régionale

- Installer, accompagner et former dans chaque unité régionale des référent.es militant.es « Europe et OFAJ » et « Coopération internationale » chargé.es de soutenir les associations départementales dans l'accompagnement de projets locaux sur ces questions et accompagner la déconcentration en région de l'animation de questions européennes et internationales
- Accompagner l'inscription des enjeux interculturels, européens et internationaux dans les cursus de formation dans leur diversité

Aux échelles départementale, régionale et nationale

- Développer de nouveaux partenariats internationaux à partir de l'action de tous les niveaux de la Fédération.

À l'échelle fédérale

- Définir et diffuser des repères sur la démarche interculturelle ici et ailleurs dans les activités de loisirs
- Finaliser et diffuser des repères sur l'action de coopération internationale des Francas.

Objectif 3.4 : Connecter la fédération et ses membres à l'échelle départementale et nationale

45 Animer la fédération de personnes morales adhérentes pour conforter leur adhésion et en conquérir de nouvelles est un objectif à poursuivre quotidiennement. Pour ce faire, la fédération doit développer à ses deux échelons fédératifs de nouvelles formes d'animation pour faciliter la transmission des informations, la mobilisation et la contribution des adhérents collectifs au projet fédéral.

50

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Développer ou créer dans chaque département une initiative annuelle de valorisation de l'action des adhérents collectifs.

À l'échelle fédérale

- Accompagner la mise en place du nouveau système d'adhésion collective voté à l'AGN de 2017
- Déployer, à l'échelle nationale et départementale, un système d'information performant pour lire et conduire avec les adhérents collectifs, en continu, l'évolution de l'activité des Francas
- Renforcer la coopération entre les différents niveaux de l'ensemble fédéral pour répondre à des marchés, des appels à projets en France ou à l'échelle européenne, aller chercher et capter de nouveaux financements
- Se doter d'un nouveau site institutionnel à destination des institutions, des adhérents collectifs et individuels donnant à voir notre projet et nos services
- Rendre accessibles à nos adhérents toutes les ressources éducatives et pédagogiques Francas formalisées et validées
- Ritualiser des temps forts fédéraux à destination des adhérents collectifs.

Objectif 3.5 : Développer, coordonner des « pôles d'expertise et de services fédéraux »

Les associations locales portant des projets éducatifs pour les enfants et les adolescents sont de moins en moins nombreuses. Cette baisse est due notamment à plusieurs facteurs : l'institutionnalisation des activités, les tensions politiques et économiques avec les collectivités locales, la reprise des activités éducatives par les communes ou les intercommunalités, l'épuisement des bénévoles associatifs qui se confrontent à la technicisation de la mise en œuvre du projet. Les Francas sont attachés au fait associatif local. Des associations départementales, seules ou au sein des unités régionales, mettent en place des systèmes de soutien à leurs associations locales adhérentes en termes de services administratifs, de gestion financière ou sociale, voire en prenant des mandats de gestion.

Dans le même temps, des associations départementales développent des partenariats locaux pour mettre en œuvre des activités éducatives locales et d'autres souhaitent s'y lancer mais faire le premier pas nécessite de s'outiller et de réaliser des investissements risqués.

Enfin, la Fédération nationale développe des services pour les associations départementales ou leurs adhérents collectifs : une assurance, l'agrément tourisme et la garantie pour les séjours en France ou à l'étranger, la centrale OFAJ, l'agrément service civique, etc.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle régionale

- Déployer des services vers les adhérents collectifs associatifs en appui sur les expertises de chaque niveau de l'organisation et dans une logique de coopération de compétences.

À l'échelle fédérale :

- Coordonner la mise en place de « pôles d'expertise et de services fédéraux » déconcentrés, à partir du recensement de l'existant
- Étouffer la centrale d'achats groupés fédérale et solidaire.

AXE 4 : PRODUIRE DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES, VIABLES ET RENTABLES POUR LA FÉDÉRATION ET LE MOUVEMENT

5 Dans les cinq ans, la production d'activités devra être développée à chaque niveau de l'organisation pour soutenir l'économie de la Fédération et du Mouvement. Les activités de production englobent le conseil et l'accompagnement auprès des organisateurs locaux, la formation des acteurs, la promotion et la mise en œuvre de propositions éducatives, l'animation de la réflexion, les publications, la gestion directe d'activités locales, etc.

10 La raréfaction des subventions implique une production toujours plus accrue. Or l'accroissement de cette production a des incidences sur l'équilibre entre le développement de la Fédération et du Mouvement, la gestion économique et financière, sociale ou administrative, sur l'organisation des entités et sur leur gouvernance. Produire nécessite de repenser la place des élu.es et des structures permanentes, du.de la président.e ou trésorier.e et du.de la directeur.trice. De plus, la mono-activité de production des entités fragilise ces entités sur le long terme quand les sources se tarissent.

15 Ces dernières années, la gestion directe d'activités éducatives locales, en partenariat avec des collectivités locales ou des EPCI, s'est fortement développée en nombre d'associations départementales concernées et en volume de journées enfants réalisées. Elle constitue un levier significatif du développement du projet des Francas. Cependant, elle induit de nombreux risques dans sa mise en œuvre, notamment sur les plans économique et financier.

20 La Charte de fonctionnement rappelle les principes orientant l'économie des Francas (Chapitre 1.4). Ces principes fondent la rentabilité des activités de production des Francas. Cette rentabilité se mesure à partir d'au moins trois critères :

- 25 • L'intégration des coûts directs et des charges de structure liées à l'activité
- Le financement de la contribution solidaire fédérale votée en 2015 dans le cadre du modèle socioéconomique
- Le financement des fonctions recherche, expérimentation et développement.

30 À ces critères s'ajoute le financement de l'animation du Mouvement, économie qui doit être dégagée et rendue lisible dans chacun des partenariats développés.

Enfin, les Francas vendent les mêmes activités à des prix très différents d'une association départementale à l'autre.

35 Dans les 5 ans, les Francas travailleront à la diversification et à la rentabilité de leurs activités de production. Il se fixent pour cela 2 objectifs :

Objectif 4.1 : Promouvoir ensemble nos activités auprès des financeurs publics ou privés

Le développement d'activités passe par la lisibilité et la visibilité de ces activités par les potentiels partenaires. Cette visibilité passe par une communication accrue et ciblée.

40 Les Francas ont engagé un chantier sur la stratégie fédérale de communication. Un volet de cette stratégie est sur la promotion des activités que les Francas sont en capacité de mener avec les acteurs des territoires.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

Aux échelles départementale et régionale

- Développer des démarches de communication sur les activités des Francas.

À l'échelle fédérale

- 50 • Produire un outillage commun de promotion de nos activités de production labellisées, des formations et de la gestion directe d'activités éducatives locales adaptable aux besoins et aux réalités des territoires.

Objectif 4.2 : Sécuriser pour développer les activités de production

Les activités de production nécessitent encore d'être sécurisées sur le plan économique et financier, juridique, social ou administratif. Cette sécurisation est indispensable et constitue une opportunité pour garantir une pérennité de l'ensemble fédéral.

5

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle fédérale

- 10 • Ouvrir un nouveau chantier « Économie » pour maîtriser et solidifier le modèle socioéconomique, c'est-à-dire fortifier les coopérations et les mutualisations, renforcer les procédures de contrôle préventif et d'alerte, rénover les outils collectifs d'audit et de conduite économique et doter l'ensemble fédéral de repères sur l'économie et les tarifs des activités de production
- 15 • Structurer des démarches qualité internes (pédagogiques, administratives, économiques, juridiques) sur la formation Bafa-Bafd, l'accompagnement des projets locaux d'éducation et la gestion directe d'activités éducatives locales et auditer régulièrement les entités concernées par ces activités
- 20 • Former et animer les fonctions supports dans un objectif d'amélioration permanente de la gestion administrative, économique et sociale des entités Francas
- S'outiller sur les dispositifs de contractualisation, la démarche « service social d'intérêt économique général » et le mandat dans le cas où des activités se sont développées en marché
- Essaimer les nouvelles activités de production.

AXE 5 : PILOTER ENSEMBLE LA STRATÉGIE FÉDÉRALE

- 5 La stratégie fédérale constitue la feuille de route de toutes les entités Francas. Sa mise en œuvre et son évaluation relèvent d'une responsabilité de chaque personne morale et fédérale de l'ensemble de ces entités. En conséquence, le pilotage de cette stratégie doit associer l'ensemble fédéral pour :
- 10 • Garantir son appropriation par les cadres permanents et bénévoles de la Fédération et du Mouvement
 - Observer et analyser régulièrement l'évolution des contextes internes et externes pour réorienter les priorités.

15 Le pilotage de la stratégie étant fondée sur la coopération, dans les 5 ans, les Francas vont poursuivre 4 objectifs stratégiques :

Objectif 5.1 : Engager un chantier de renforcement de la vie associative des associations départementales, premiers niveaux d'animation de la stratégie fédérale

Une association départementale se caractérise tout à la fois par :

- 20 - un ancrage au local direct ou via des adhérents collectifs
- une présence militante
- des instances statutaires
- une ressource humaine permanente à temps plein, partiel ou partagé
- 25 - un projet de développement adapté au territoire
- un territoire d'action et un territoire de conquête
- une production d'activités.

Les associations départementales sont hétérogènes dans leurs activités, leur structuration ou leur poids économique. Dans les dernières années, des associations départementales se sont créées et d'autres ont été mises en sommeil. La fréquence de participation des associations départementales aux instances fédérales s'érode. Des associations départementales sont aujourd'hui en grande fragilité, tant sur le plan politique qu'économique, fragilités qui réduisent la capacité d'action avec les territoires et leurs liens fédératif avec la Fédération nationale.

35 Dans les 5 ans, les Francas se donnent pour objectif de constituer une fédération de 80 associations départementales actives.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Définir et mettre en place une stratégie de renforcement des comités directeurs

À l'échelle régionale et fédérale

- 40 • Élaborer et mettre en œuvre un programme d'animation et de formation initiale et continue des élu.es des associations départementales à la conduite stratégique d'un projet associatif Francas sur le plan politique, économique et organisationnel
- 45 • Élaborer et mettre en œuvre un programme d'animation et de formation continue « métier » des permanent.es des associations départementales en charge de la conduite exécutive de la stratégie départementale.

À l'échelle fédérale

- Produire collectivement des repères sur « Être élu.e » aux Francas
- 50 • Clarifier les fonctions des élu.es des comités directeurs et les représentations dans les différents niveaux statutaires

Objectif 5.2 : Renforcer la gouvernance fédérale

Le pilotage collectif de la stratégie fédérale passe par le renforcement de la gouvernance fédérale telle que définie au chapitre 1 de la Charte de fonctionnement intitulé « Principes généraux de fonctionnement, d'organisation et de gouvernances des Francas ».

Les relations entre les pouvoirs publics et les associations évoluent. Une des raisons de cette évolution vient du fait que les pouvoirs publics sont de plus en plus opérateurs de dispositifs dans lesquels ils incitent les associations à s'inscrire. Le renforcement de la gouvernance doit permettre plus largement d'animer la construction de positionnements fédéraux sur les politiques et les dispositifs publics, les questions de société et les sujets d'actualité.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle départementale

- Élaborer, conduire et évaluer une stratégie départementale à 5 ans qui décline la stratégie fédérale au regard des contextes de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent.es, de l'action éducative locale, des politiques territoriales. Cette stratégie départementale précise les territoires d'implantation à consolider et les territoires de développement, les modalités d'animation, d'organisation, les productions d'activités, les partenariats, pour implanter et renforcer la présence du Mouvement et de la Fédération sur ces territoires.

À l'échelle régionale

- Conduire dans chaque unité régionale l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'un projet régional de développement et de coopération (PRDC) tel que défini dans la charte de fonctionnement. Ce PRDC 2^{ème} génération est élaboré pour 5 ans avec une étape d'évaluation à mi-parcours. Il décrit les résultats et les effets attendus. Il prend davantage en compte les stratégies départementales pour générer des coopérations, des mutualisations régionales et interdépartementales, et expérimenter de nouvelles formes d'organisation. Il prévoit un programme de soutien aux Francas qui pourraient rencontrer des difficultés.

À l'échelle nationale

- Élaborer, conduire, évaluer une stratégie de la Fédération nationale décrivant ses priorités d'action dans son environnement national, les principes et démarches d'animation de l'ensemble fédéral ainsi que les moyens fédéraux consacrés à sa mise en œuvre. Elle précisera l'échéancier de mise en œuvre, les résultats et les effets attendus tant internes qu'externes et les modalités de son évaluation continue.

À l'échelle fédérale

- Dresser une analyse précise de la situation de chaque entité Francas dans toutes ses dimensions
- Structurer une démarche fédérale d'évaluation continue de l'impact des Francas sur l'action éducative et de l'évolution des Francas en termes de Fédération et de Mouvement avec un point d'étape en 2022
- Introduire dans la charte de fonctionnement un chapitre sur la place, le rôle et les fonctions de la délégation et des délégué.es dans la gouvernance des Francas
- Animer de niveau fédéral des espaces de réflexion et de positionnement stratégiques sur les politiques publiques
- Organiser annuellement au moins un regroupement des permanent.es en charge de la conduite des stratégies départementales, des projets régionaux de développement et de coopération et de la stratégie nationale
- Poursuivre l'expérimentation à l'échelle régionale et expérimenter à l'échelle interrégionale des formes d'organisation permettant un développement des activités de production et de conquérir des territoires non couverts
- Développer des chantiers régionaux biennaux d'intérêt fédéral soutenus dans le cadre d'un fonds Études, recherche et développement
- Travailler des repères communs sur la culture employeur Francas.

Aux échelles départementale, régionale et fédérale

- Renforcer l'articulation entre la fonction délibérative et la fonction exécutive au sein de chaque entité et formaliser ces articulations (rôle et responsabilités, délégations, etc.).

Objectif 5.3 : Déployer la stratégie fédérale de communication

Les Francas ont travaillé depuis 3 ans les éléments structurants d'un schéma directeur de communication. Ils ont partagé les objectifs de communication, les publics prioritaires et le positionnement.

Ce schéma directeur est décliné dans une charte opérationnelle de communication dont chaque niveau de l'ensemble fédéral doit se saisir et qu'il doit mettre en œuvre dans les 5 ans à venir. Cette charte de communication est déclinée en :

- une communication de marque pour rénover l'image des Francas et accroître leur notoriété
- une communication externe pour informer, recruter et fidéliser
- une communication interne pour fédérer, impliquer, valoriser.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle régionale

- Introduire dans les projets régionaux de développement et de coopération un volet « stratégie de communication »

À l'échelle fédérale

- Finaliser les éléments structurants de la communication de marque et les partager avec l'ensemble fédéral
- Accompagner par le niveau national les différents niveaux à s'approprier la charte narrative de la communication externe
- Faire évoluer les outils et les modalités de communication internes vers le Mouvement et la Fédération.

Objectif 5.4 : Investir dans les usages numériques de l'ensemble fédéral Francas

Les technologies numériques ont pris une place croissante dans la mise en œuvre des projets associatifs : remontée de données, information-communication, stockage croissant de data, sécurisation des applications et des données, etc.

L'État s'est lancé dans un vaste plan de numérisation de l'ensemble des procédures administratives. Ce plan intitulé « France Connect » a des incidences sur les modalités d'organisation des activités et des équipes permanentes à chaque échelle de territoire.

Les technologies numériques ont changé le rapport au temps. Ce changement a des incidences sur les modalités de partenariat, les organisations de travail, le rapport entre les personnes et les organisations.

Enfin, le coût financier comme écologique des technologies numériques, du matériel, des applications, du stockage des données, est croissant.

La Fédération nationale des Francas a été précurseuse en créant dès les années 1990 une gestion électronique des documents (GED). Depuis, elle a été à l'initiative de la création de sites Web ou d'applications. Elle utilise des médias sociaux. De même, les associations départementales et unions régionales se sont équipées en serveurs, en matériel et en logiciels, ont développé des sites Web et communiquent sur les réseaux sociaux.

La fusion des unions régionales a accru les distances entre les acteurs et actrices des associations départementales. Avec les technologies numériques, le rapport à la mobilité se transforme.

Les Francas doivent ouvrir un chantier fédéral sur leurs usages numériques qui doit permettre à la fois :

- de développer leur capacité de pilotage, d'animation, de mobilisation et de valorisation de la Fédération et du Mouvement
- de favoriser la communication
- de rationaliser les coûts, sécuriser les utilisateurs (RGPD) et leurs données pour garantir la continuité de leur exploitation.

Ce chantier nécessitera un investissement en termes matériel, d'application et de formation des acteurs et actrices de la Fédération et du Mouvement.

Les initiatives à prendre dans les 5 ans

À l'échelle fédérale

- 5
- Réaliser un diagnostic fédéral numérique vers la structuration de la galaxie des sites Internet de l'ensemble fédéral
 - Développer les espaces et outils internes de travail collaboratif et de mise à disposition des ressources Francas.